



LES ARTICLES DU JOUR .COM

"Le site internet où le lecteur devient plus intelligent"



LUNDI 26 AVRIL 2021

SOLUTIONS VOUS DITES ? TOUTES, je dis bien TOUTES les solutions, même une simple fourchette, que l'être humain croie avoir trouvé à ses (faux) problèmes sont de fausses solutions, surtout sur le long terme.

- ▶ **Un dangereux malentendu** (Tim Watkins) p.1
- ▶ **Le Texas a mis fin aux lockdowns et aux masques. C'est maintenant dans les États où le verrouillage est obligatoire que Covid se développe le plus.** (Ryan McMaken) p.7
- ▶ **Même Gretchen Whitmer ne veut plus des lockdowns du CDC** (Ryan McMaken) p.11
- ▶ **La seule façon d'aller de l'avant maintenant est la spéculation folle et risquée** (C H Smith) p.14
- ▶ **Les 100 jours de Joe** (James Howard Kunstler) p.17
- ▶ **#195. L'implacable pression** (Tim Morgan) p.19
- ▶ **[Invité] Cri du cœur** (Didier Mermin) p.22
- ▶ **CLIMAT, Joe Biden nous grise de promesses** (Biosphere) p.24
- ▶ **Du créationnisme au Big Crunch, notre destin** (Biosphere) p.25
- ▶ **USA ET NUCLÉAIRE** (Patrick Reymond) p.26

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ De vastes pans de l'Amérique sont désormais plongés dans un état de profond désespoir économique (Michael Snyder) p.31
- ▶ « Des sous, des sous, crient Draghi et Macron en cœur !! » (Charles Sannat) p.34
- ▶ Marchés : un retournement de long terme est possible (Bruno Bertez) p.37
- ▶ La France, absente de tout ce qui marche (Bruno Bertez) p.38
- ▶ Confessions d'un prophète de malheur (Bill Bonner) p.40
- ▶ Le chemin de la ruine (Bill Bonner) p.43

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Un dangereux malentendu

Tim Watkins 22 avril 2021

THE CONSCIOUSNESS OF SHEEP

The storm is coming - will you be ready?



Combien d'argent devrait-il y avoir dans le monde ? Il s'agit d'une question intéressante, à laquelle il existe à tout moment une réponse correcte et inconnue de tous. Il s'agit du montant à partir duquel la monnaie est en mesure de remplir parfaitement ses deux fonctions essentielles : être un moyen d'échange et une réserve de valeur. Trop peu d'argent en circulation et il cesserait d'être une réserve de valeur équitable car sa valeur augmenterait - ce qui ne s'est pas produit depuis un demi-siècle. Le plus souvent, la monnaie cesse d'être une réserve de valeur à la baisse - elle perd sa valeur - car il est beaucoup plus facile pour les États et les banques de créer de la nouvelle monnaie que de la détruire.

Dans la pratique, la question de savoir s'il y a trop ou pas assez de monnaie dans le système relève davantage de l'économie politique que de la science. Il existe deux grands camps économiques - les monétaristes et les keynésiens - qui correspondent largement aux politiques conservatrices et libérales. Le camp conservateur-monétariste soutient depuis plus d'une décennie qu'il y a trop d'argent dans un système qui aurait dû être autorisé à faire faillite en 2008. Le camp libéral-keynésien, en revanche, soutient que l'absence de gains de productivité, d'inflation et de pression sur la croissance des salaires montre qu'il y a trop peu d'argent en circulation.

Pour l'instant, le camp libéral-keynésien semble l'emporter. En effet, les retombées économiques de la pandémie et la réponse qui y a été apportée auraient été dévastatrices, du moins à court terme, si les États et les banques centrales du monde entier n'avaient pas accordé de subventions, de prêts, de renflouements, de mesures de relance et de dépenses de services publics. De plus, en injectant des milliers de milliards de dollars nouvellement créés dans le système, l'administration Biden pourrait bien créer un rebond post-pandémique à court terme qui empêcherait l'apparition immédiate d'une dépression.

Le camp conservateur-monétariste pourrait cependant avoir le dernier mot - bien que pour de mauvaises raisons - lorsque l'inévitable augmentation du coût de la vie se produira, car toutes ces nouvelles devises chercheront un endroit où atterrir. Les espoirs d'assister à un boom immédiat de la consommation seront probablement anéantis par la prudence du public face à une pandémie qui refuse de disparaître. L'épargne plutôt que la dépense pourrait bien se poursuivre jusqu'à ce qu'un adulte responsable vienne enfin déclarer que la pandémie est terminée.

Ce qui est plus inquiétant, c'est que nous subissons un "effet élastique" : un peu comme si vous essayiez de soulever une brique avec un élastique, vous tirez et tirez sans que rien ne se passe, mais soudain la brique s'envole et vous frappe en plein visage. Dans un contexte économique, les États et les banques centrales peuvent injecter des trillions et des trillions de dollars, d'euros, de livres et de yens dans l'économie sans effet apparent, puis tout à coup, tout le monde se met à essayer de dépenser des devises en même temps, faisant grimper les prix dans la stratosphère.

Pour l'instant, les États se montrent prudents avant de mettre un terme aux programmes de soutien financier. De plus, la pression politique pour construire des infrastructures essentielles, relocaliser les chaînes d'approvisionnement, soutenir les entreprises et maintenir un soutien accru aux personnes aux revenus les plus faibles pourrait rendre impossible le retrait de la monnaie du système pendant plusieurs années. Les banques centrales, elles aussi, se sont engagées à ne pas augmenter les taux d'intérêt, même si l'inflation dépasse le plafond théorique de deux pour cent.

Le problème est aggravé par une mauvaise compréhension contemporaine de ce qu'est l'inflation. Demandez à la plupart des gens - y compris à la plupart des économistes - ce qu'est l'inflation, et ils répondront probablement : "la hausse des prix". Et pour la plupart des gens ordinaires, c'est effectivement ainsi que l'inflation est vécue. La miche de pain qui coûtait 1,00 £ en avril dernier coûte 1,50 £ aujourd'hui. Mais les économistes l'expliquent différemment. Ils feront remarquer que la miche de pain n'a rien de différent. Elle est fabriquée avec les mêmes ingrédients et exactement de la même manière que l'année dernière. Ce qui a changé, c'est la quantité d'argent en circulation et le rythme - la "vélocité" - auquel il est dépensé. Si l'on dépense plus d'argent pour la même offre de biens et de services, la valeur de chaque unité monétaire diminue, ce qui donne l'impression que

les prix augmentent.

Les problèmes commencent parce que les économistes, les journalistes et les politiciens ont grandi en croyant que l'inflation et la hausse des prix sont la même chose. Comme l'explique Tim McMahon dans son article - Quelle est la véritable définition de l'inflation ? - au cours de la révolution néolibérale (1983-2000), la définition de l'inflation a été radicalement modifiée. **En 1983, l'inflation était définie comme :**

"Une augmentation de la quantité de monnaie en circulation, entraînant une baisse relativement forte et soudaine de sa valeur et une hausse des prix : elle peut être causée par une augmentation du volume de papier-monnaie émis ou d'or extrait, ou par une augmentation relative des dépenses comme lorsque l'offre de biens ne répond pas à la demande."

En 2000, cela s'est transformé en :

"Une augmentation persistante du niveau des prix à la consommation ou une baisse persistante du pouvoir d'achat de la monnaie, causée par une augmentation de la monnaie et du crédit disponibles au-delà de la proportion de biens et de services disponibles."

Comme le note McMahon, en 2000, la cause avait été remplacée par l'effet. Et cela a eu des effets bien plus importants que la simple sémantique entre économistes. **En 2005, l'extraction de pétrole conventionnel a atteint son pic. La nécessité de se rabattre sur des ressources non conventionnelles telles qu'en eau profonde, les sables bitumineux et, plus tard, la fracturation, a fait passer le coût de l'énergie au-dessus de cinq pour cent ; le point auquel la prospérité a commencé à décliner dans les économies occidentales.** La Grande-Bretagne a été particulièrement touchée car elle était également devenue un importateur net de pétrole et de gaz en 2004-2005.

L'effet immédiat, cependant, a été une augmentation des prix mondiaux du pétrole qui a été interprétée comme une inflation. Et comme les économistes néolibéraux, les banquiers centraux, les politiciens et les journalistes ont compris que l'inflation était une augmentation des prix, l'augmentation des coûts du pétrole se répercutant sur tout ce qui est fabriqué ou transporté à partir du pétrole, ils ont interprété la situation comme une inflation générale.

Laissée aux forces du marché, la hausse des prix du pétrole aurait fini par se résorber par le biais d'une nouvelle structure de dépenses dans l'économie. En l'absence de croissance des salaires et de hausse des bénéfices, les ménages et les entreprises auraient simplement ajusté leurs dépenses, en réduisant leurs achats discrétionnaires pour s'adapter à la hausse du coût des produits de première nécessité. Les habitudes d'achat auraient changé, mais l'inflation n'aurait pas augmenté.

Ce n'est pourtant pas ainsi que les banquiers centraux ont choisi d'interpréter les données. Pour eux, la hausse du processus était synonyme d'inflation. Et le remède à l'inflation - tiré de la crise des années 1970 et du début des années 1980 - était d'augmenter les taux d'intérêt. Mais il y avait une énorme différence entre l'argent de 1980 et l'argent de 2006. En 1980, la quasi-totalité de l'argent en circulation se présentait sous la forme de billets, de pièces et de chèques. Les téléphones portables et les ordinateurs de bureau n'ayant pas encore fait leur apparition, les transactions étaient encore comptabilisées à la main. Les cartes de crédit étaient l'apanage des riches. Et, au Royaume-Uni du moins, la plupart des gens n'avaient pas de compte bancaire ; et la plupart des salaires étaient versés dans des enveloppes brunes contenant des espèces. Plus important encore, à cette époque, les banques et les banques centrales étaient fortement réglementées, tandis que les politiciens décidaient de la quantité d'argent à imprimer.

En 2006, la situation s'est inversée. Les politiciens avaient cédé le contrôle de la masse monétaire aux banques centrales qui, à leur tour, avaient cédé le pouvoir de créer de la nouvelle monnaie aux banques privées - c'est pourquoi, d'ailleurs, les sociétés de crédit immobilier ont commencé à offrir des incitations en espèces à leurs membres pour leur permettre de se convertir en banques. Après la déréglementation du secteur bancaire et

financier en 1986, les économies occidentales se sont lancées dans une dernière frénésie d'endettement avant que la planète Terre ne mette fin à l'économie industrielle.

De nombreux lecteurs se souviennent sans doute de la difficulté d'ouvrir la porte d'entrée en rentrant du travail à cause de toutes les offres de cartes de crédit et de prêts postées dans la boîte aux lettres. Bien après que les banques aient épuisé leur stock d'emprunteurs notés AAA à qui prêter, elles ont fait appel à des courtiers indépendants pour encourager des emprunteurs beaucoup moins solvables à s'endetter... y compris, bien sûr, les désormais tristement célèbres emprunteurs hypothécaires à risque. Et tant que le système restait stable - la "Grande Modération" proclamée par Ben Bernanke - qu'est-ce qui pouvait bien se passer ?

Il y a un point important ici. Tout au long des années 1990, les emprunteurs à risque avaient réussi à se débrouiller. Bien sûr, cela signifiait que les gens devaient acheter des logements bas de gamme en tant qu'investissement, l'objectif étant de les revendre plus cher que le prix payé afin de refinancer les prêts hypothécaires jusqu'à ce que la hausse des prix de l'immobilier permette enfin d'accéder à la propriété. Mais pour que cela fonctionne, les taux d'intérêt devaient rester bas. C'est donc la décision de commencer à augmenter les taux d'intérêt, plutôt que d'emprunter de manière inconsidérée, qui a entraîné la chute de la maison. Et c'est le premier choc pétrolier depuis les années 1970 qui a déclenché la hausse des taux d'intérêt.

S'en est suivie la crise de 2008-9 et une décennie de stagnation au cours de laquelle la prospérité a continué à se replier dans une poignée d'enclaves aisées, tandis que le reste de la population voyait son niveau de vie baisser. Avant même la pandémie, le déclin de l'extraction pétrolière, la hausse des coûts d'extraction des ressources et la baisse du niveau de vie avaient créé une apocalypse du commerce de détail qui s'étendait déjà au secteur de l'immobilier commercial (où sont investis la plupart des fonds de pension). Dans l'ensemble de l'économie, les entreprises et les services publics étaient en difficulté. La pandémie et la réponse qui lui a été apportée n'ont fait qu'accélérer ces tendances, provoquant une dépression qui, autrement, aurait pu être évitée jusqu'au milieu de la décennie.

Nous aurions pu réinitialiser le système en 2008, en laissant les banques faire faillite et en laissant les entreprises et les ménages zombies s'effondrer. Cela aurait été douloureux, mais aurait permis de faire disparaître la plupart des créances financières excessives sur les ressources décroissantes du monde réel. Mais un petit groupe d'hommes riches et puissants s'est réuni pour obliger les gens ordinaires à les renflouer. Depuis lors, nous jouons au jeu du "extend and pretend" - les grandes entreprises continuent à recevoir des aides de l'État tandis que le niveau de vie des gens ordinaires chute beaucoup plus rapidement que ce n'aurait été le cas autrement. Et le fait est que nous n'avons jamais résolu la crise - elle est toujours là sous la forme d'un surendettement massif qui ne peut être géré que par des taux d'intérêt toujours plus bas, ainsi que des bulles d'actifs massivement gonflées partout où l'on regarde.

Du point de vue de ceux qui sont chargés de gérer les affaires économiques, il n'était pas moins insensé de verrouiller les économies nationales et de dépenser des milliers de milliards pour maintenir les entreprises et les ménages en vie, que de laisser le choc de la pandémie faire éclater toutes les bulles d'actifs. Dans les deux cas, nous sommes confrontés à un avenir bien moins prospère. Cependant, en imprimant et en empruntant toute la nouvelle monnaie de sauvetage et de relance, l'inévitabilité de l'inflation future nous rend dangereusement vulnérables à un marché mondial qui cherche désespérément à s'adapter à un avenir post-pandémique.

Le Royaume-Uni est particulièrement vulnérable parce que son gouvernement actuel s'est converti tardivement et à contrecœur à l'approche du style Biden consistant à dépenser l'argent comme un marin ivre. Plus de la moitié des membres du gouvernement étaient d'ardents partisans des politiques d'austérité de Cameron et May ; et ils ne sont tempérés que par les besoins des Tories du mur rouge, qui comprennent que leurs sièges seront perdus si le gouvernement ne continue pas à faire tourner les presses à imprimer. Néanmoins, avec les retombées des blocages et des restrictions de l'année dernière qui ne font que déferler sur nos côtes, nous sommes sur le point de vivre quelque chose qui ressemble et sent pour tout le monde l'inflation... et la réponse du gouvernement pourrait rendre les choses bien pires.

Comme cela avait été largement prédit, les perturbations subies par l'industrie pétrolière l'année dernière se manifestent enfin par une hausse des prix des carburants, alors que les économies tentent de s'ouvrir. Le prix du WTI est désormais supérieur à 60 dollars le baril et le prix du Brent semble prêt à dépasser les 70 dollars, ce qui nous place en territoire de récession car, depuis 2008, les prix supérieurs à 60 dollars se sont avérés trop élevés pour les consommateurs. À court terme, cependant, la hausse des prix du pétrole entraîne une augmentation des prix du carburant à la pompe, ce qui a déjà un impact sur la mesure officielle de l'inflation au Royaume-Uni et qui pourrait bien avoir un impact sur les États-Unis avec le démarrage de la saison automobile estivale.

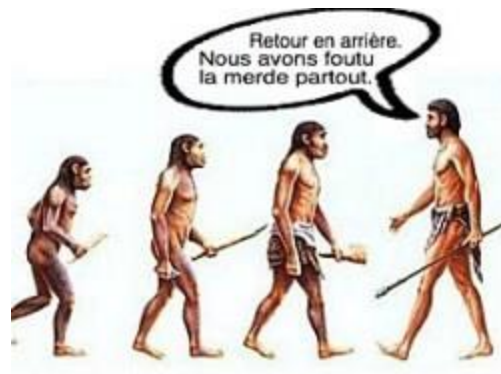
Le transport maritime s'avère lui aussi un véritable casse-tête. Les chaînes logistiques mondiales ultra-efficaces, fondées sur le principe du juste-à-temps, ont été mises à mal par les diverses restrictions liées aux pandémies l'année dernière. En conséquence, les navires et les conteneurs se trouvent au mauvais endroit et, sans aucune certitude sur ce que sera le marché post-pandémie, il n'y a, pour l'instant du moins, aucun moyen de rééquilibrer le système. Par conséquent, le coût de tout ce qui est transporté par bateau va augmenter.

La perturbation de l'énergie et des transports a un impact sur presque tout le reste. Des pénuries de tout, de la pulpe de bois aux puces informatiques, sont apparues comme des bulles de colle sur du papier peint mal posé. Et ces pénuries se traduiront également par une hausse des prix dans un avenir proche. En effet, la réouverture de nos économies s'annonce plus traumatisante que leur fermeture pendant des mois.

Le grand danger est que les États et les banquiers centraux s'en tiennent à la définition moderne de l'inflation et supposent que les hausses de prix que nous commençons à observer - qui sont en fait le résultat de la réponse à la pandémie il y a 12 mois - sont la preuve d'une inflation causée par toute la monnaie supplémentaire qu'ils ont créée. S'ils partent de ce principe, alors les deux réponses politiques - hausse des taux d'intérêt des banques centrales et réduction des dépenses publiques d'austérité - vont aggraver les conséquences de la pandémie et provoquer un krach bien plus important que celui de 2008.

Ce à quoi nous assistons en 2021 n'est pas le résultat de l'impression monétaire. Cela arrivera bien assez tôt. Mais l'augmentation des prix aujourd'hui est une conséquence des pénuries de l'économie réelle - dont certaines ont commencé avant la pandémie - auxquelles l'économie devra s'adapter. Comme il n'y a pas assez d'énergie pour tout le monde à partir de maintenant, le prix des biens matériels et des services augmentera de toute façon. Cela signifie que les gens les achèteront moins souvent et que ceux qui sont au bas de l'échelle ne les achèteront plus du tout. Laissez ce rééquilibrage se produire - comme ils auraient dû le faire en 2006 - et l'atterrissage sera beaucoup moins cahoteux que si l'on coupe l'herbe sous le pied de l'économie avant qu'elle n'ait eu le temps de s'adapter.

À plus long terme, nous n'aurons d'autre choix que de faire face à l'inflation, car la réponse à la question que j'ai posée au début est qu'il devrait y avoir la même quantité d'argent que la valeur dérivée de notre énergie utile disponible... et, bien sûr, personne ne sait combien cela représente. C'est pourquoi, historiquement, les humains ont alterné entre deux types de monnaie : la monnaie adossée à une marchandise réelle, le plus souvent un métal précieux, et la monnaie fiduciaire adossée à l'autorité de l'État. L'avantage de la première est qu'elle tend à refléter l'énergie disponible, en particulier dans les économies qui fonctionnent uniquement avec des énergies renouvelables. Dans les économies fondées sur les combustibles fossiles, cependant, la monnaie adossée à des matières premières agit comme un frein à la productivité, car l'offre d'énergie en phase de croissance se développe beaucoup plus rapidement que la matière première adossée à la masse monétaire. C'est là que la monnaie fiduciaire présente un avantage : il n'est pas nécessaire d'attendre que les nouvelles mines d'or produisent suffisamment pour rattraper l'expansion massive du charbon, du pétrole et du gaz ; il suffit d'imprimer de la monnaie à partir de rien. L'inconvénient, bien sûr, est que lorsque la production d'énergie stagne - comme ce fut le cas dans les années 1970 et après 2005 - l'offre de monnaie fiduciaire dépasse l'économie réelle, créant des bulles d'actifs massives qui doivent éclater tôt ou tard.



Les chercheurs d'or peuvent prétendre à juste titre qu'ils n'auraient jamais permis à ces bulles de se développer. Mais les partisans de la monnaie fiduciaire peuvent tout aussi bien faire remarquer que, sans les Gold Bugs, nous n'aurions jamais dépassé l'économie du XIXe siècle. Mais les deux sont engagés dans un débat superflu, car ils partent tous deux du principe qu'une économie en croissance est l'état naturel des choses. Or, dans le paysage post-pandémique, nous sommes confrontés à une économie qui se contracte visiblement.

Dans le sillage des crises des années 1970, la prospérité est restée la norme, tandis que la précarité était limitée à de petites minorités. Cela a permis à la classe politique de rejeter la faute sur les victimes. Même encore en 2015, le récit était que le seul devoir de l'État était de fournir des places dans les établissements scolaires ; c'était aux pauvres d'aller dans les bonnes universités et de suivre les bons cours pour s'en sortir dans la vie. Et s'ils échouaient ? Eh bien c'était de leur faute. Les chocs politiques de 2016 semblent avoir ébranlé ce récit ; et il y a un consensus croissant sur le fait qu'un certain degré d'intervention de l'État - comme des dépenses d'infrastructure plus importantes - est nécessaire pour aplanir les inégalités insoutenables.

Mais même cela, c'est passer à côté de l'essentiel, car **nous ne sommes plus à l'ère de la croissance industrielle**. Quel que soit le point de vue des gouvernements sur le continuum intervention contre laissez-faire, et qu'ils privilégient la monnaie fiduciaire ou la monnaie métallique, l'inflation - dans sa définition moderne - est inévitable car l'énergie et les ressources disponibles pour l'économie diminuent plus vite que l'offre de monnaie. La seule question sérieuse à laquelle il faut répondre est de savoir si les gouvernements doivent tenter de gérer ce processus inévitable de décroissance - en essayant de laisser le moins de gens possible derrière eux - ou s'ils doivent laisser la nature, rouge de dents et de griffes, suivre son cours. Malheureusement, ils ne feront ni l'un ni l'autre - du moins jusqu'à ce qu'il soit beaucoup trop tard - simplement parce que la religion du progrès a une trop grande emprise sur nos psychés collectives. Les gouvernements continueront à traiter chaque nouvelle crise - y compris le rééquilibrage post-pandémique - comme une simple péripétie sur le chemin du retour aux jours de gloire du boom de 1953-1973... même si cet âge d'or passe de la mémoire vivante aux pages mortes des livres d'histoire.

▲ RETOUR ▲

.Le Texas a mis fin aux lockdowns et aux mandats de masquage. C'est maintenant dans les États où le verrouillage est obligatoire que Covid se développe le plus.

Ryan McMaken 21/04/2021 Mises.org



MISES WIRE



Au début du mois dernier, le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a annoncé qu'il mettait fin à l'obligation de porter un masque et permettait à la plupart des entreprises de fonctionner à 100 % de leurs capacités.

La réaction des médias d'entreprise et de la gauche était prévisible. Le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a déclaré que cette décision était "absolument irresponsable". Beto O'Rourke a qualifié le GOP de "culte de la mort". Joe Biden a qualifié la décision de "pensée néandertalienne". Keith Olbermann a insisté sur le fait que "le Texas a décidé de rejoindre le camp du virus" et a suggéré que les Texans ne devraient pas être autorisés à prendre le vaccin contre le covid. Vanity Fair a publié un article intitulé "Les gouverneurs républicains célèbrent l'anniversaire du COVID avec un plan audacieux pour tuer 500 000 autres Américains".

D'autres États ont suivi le sillage du Texas, et le Mississippi, l'Alabama, la Floride et la Géorgie sont maintenant tous des États où les restrictions concernant le covid vont de faibles à inexistantes.

La Géorgie et la Floride, bien sûr, se distinguent toutes deux par le fait qu'elles mettent fin aux fermetures et aux restrictions beaucoup plus tôt que de nombreux autres États. Dans ces cas également, les gouvernements des États ont été critiqués pour leur politique, jugée imprudente et susceptible de provoquer des décès sans précédent. La politique de la Géorgie a été dénoncée comme une expérience de "sacrifice humain".

Pourtant, au cours des dernières semaines, ces prédictions sur le sort du Texas se sont révélées spectaculairement fausses. De plus, bon nombre des États où la croissance des cas de covidie est la plus forte - et où le nombre total de décès est le plus élevé - sont des États où les mesures de confinement sont parmi les plus sévères. **L'échec de la narration du confinement dans cette affaire a été si écrasant** que la semaine dernière, lorsqu'on l'a interrogé sur la situation au Texas, Anthony Fauci n'a pu que suggérer quelques lignes peu convaincantes sur le fait que les Texans portent peut-être volontairement des masques et se conforment plus rigoureusement que les habitants des autres États. Dans l'explication de Fauci, nous voyons un récit qui n'explique tout simplement pas les faits réels de la question.

Texas vs Michigan

La situation au Texas n'est qu'un exemple parmi d'autres d'une situation qui, État par État, est dévastatrice pour le récit des confinements qui sauvent des vies.

Par exemple, examinons le nombre de cas de covidie au 20 avril.

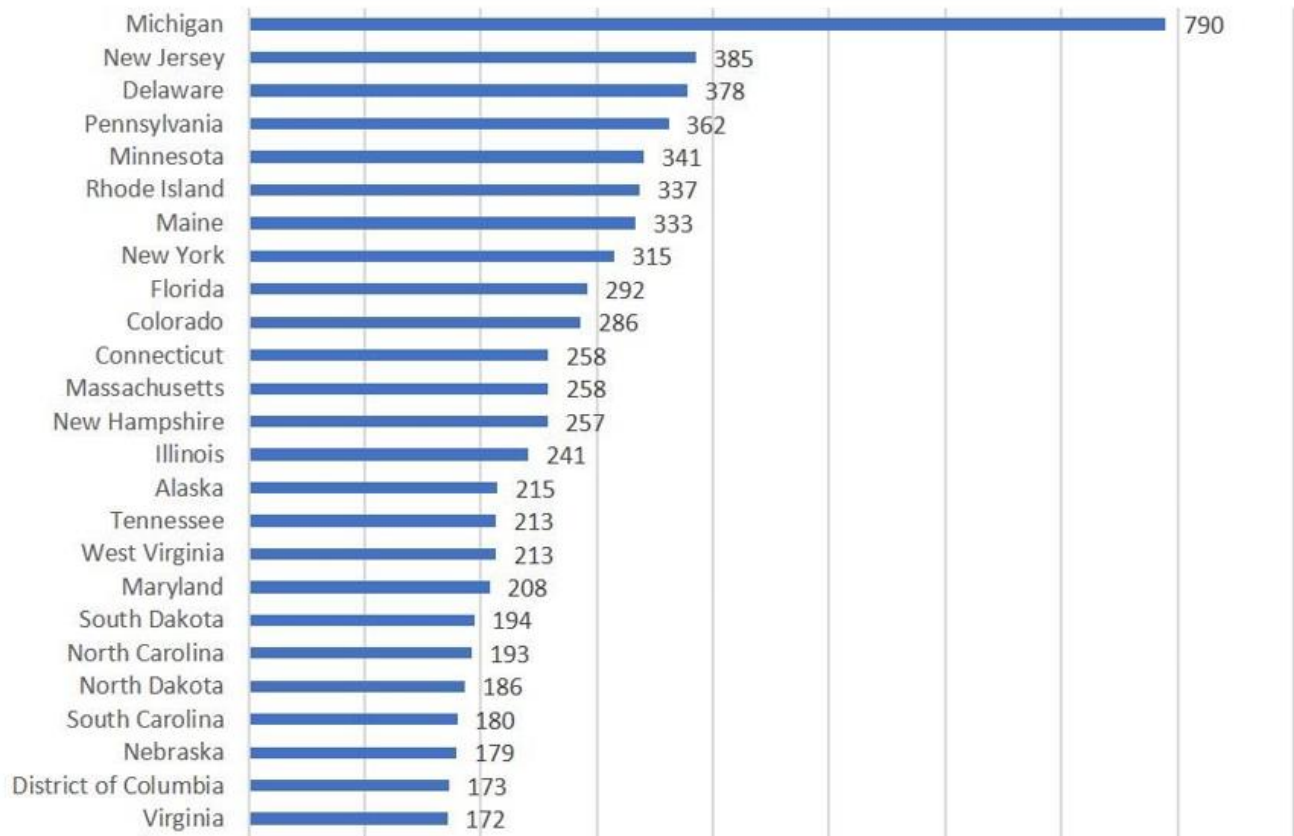
Le nombre de cas est la mesure préférée des partisans de l'ordre de rester à la maison, de la fermeture des entreprises, du port du masque et des mesures répressives au nom du contrôle de la maladie.

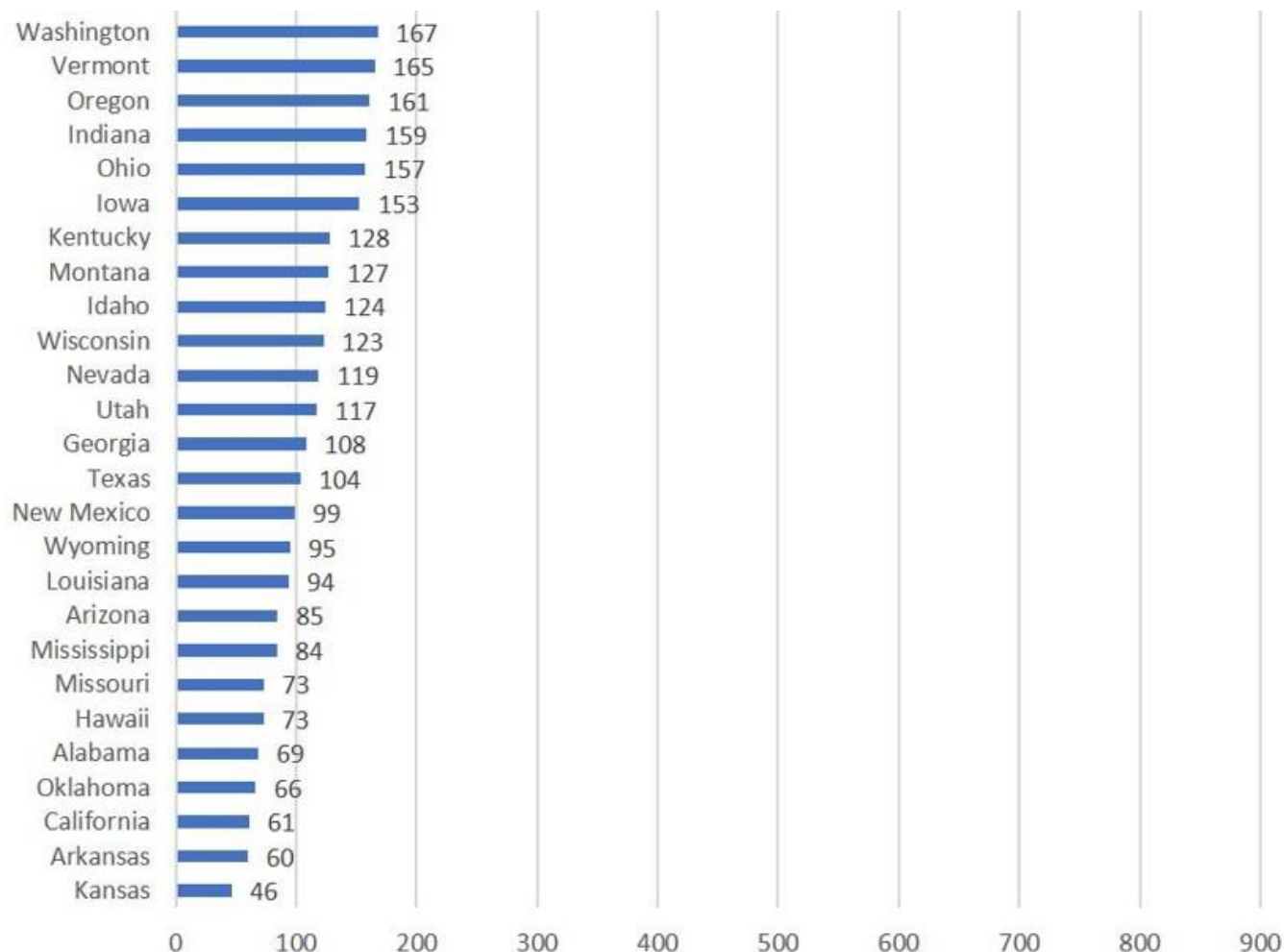
Au Texas, le nombre total de nouveaux cas (moyenne mobile sur sept jours) au 20 avril était de 3 004. Cela représente environ 103 cas par million.

Maintenant, regardons le Michigan, où une variété de mandats de masques stricts et de lockdowns partiels se poursuivent. La capacité des restaurants est maintenue à 50 % et l'État continue d'édicter des règles sur le nombre de personnes que l'on peut inviter à dîner.

Dans le Michigan, la moyenne mobile sur sept jours des nouvelles infections au 20 avril était de 790 par million, soit près de huit fois plus que le Texas.

Covid cases per million , (7-day moving average, as of April 20)





Selon la logique des partisans du confinement, les États où les confinements sont sévères devraient avoir beaucoup moins de cas et moins de croissance des cas.

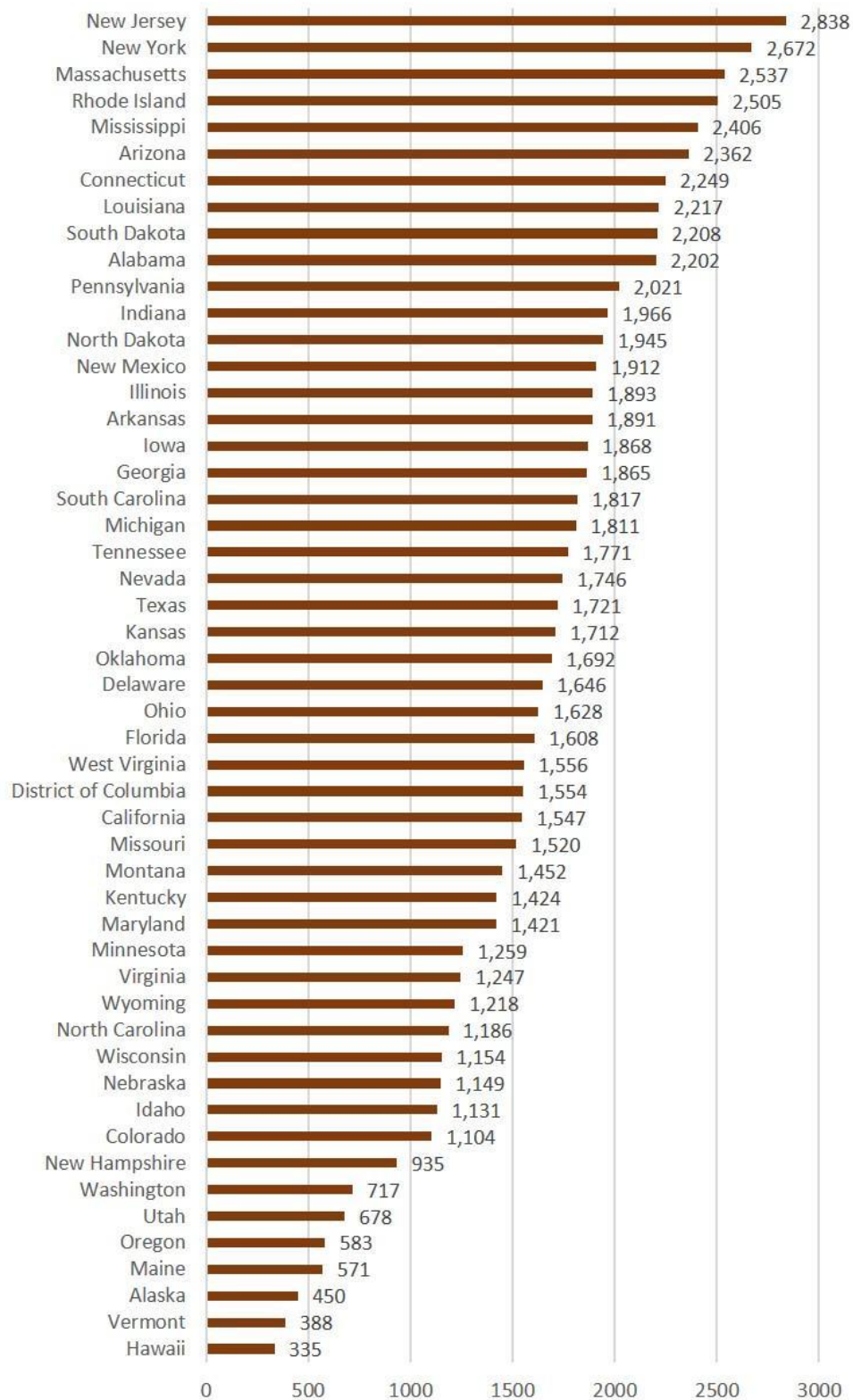
Or, ce n'est certainement pas le cas. Dans le New Jersey, par exemple, où les lockdowns ont été longs et sévères, la croissance des affaires est presque quatre fois supérieure à celle du Texas. Et puis il y a la Pennsylvanie, le Minnesota, le Rhode Island, le Maine et New York, qui ont tous des taux de croissance des nouvelles affaires plus de deux fois supérieurs à ceux du Texas.

En fait, le seul État dont les politiques de covid sont particulièrement laxistes et qui figure dans le top 10 de la croissance des cas est la Floride, qui connaît néanmoins des taux de croissance plus faibles que ceux des États dirigés par des fétichistes du verrouillage comme Andrew Cuomo et Phil Murphy.

De plus, l'épidémie globale de covid-19 en Floride a été beaucoup moins meurtrière que celle des États qui ont adopté le confinement depuis longtemps. Le New Jersey, par exemple, a le pire taux de décès dus au covid-19 du pays, soit 2 838 par million au 20 avril. Juste derrière, on trouve New York et le Massachusetts avec un total de 2 672 et 2 537 décès par million, respectivement.

La Floride, quant à elle, se situe au vingt-huitième rang national en termes de décès de covidés, avec 1 608 décès. Le Texas a un total de 1 721 décès par million.

Total reported covid deaths per million, as of April 20



En d'autres termes, la Floride n'est pas près de rattraper New York ou le New Jersey, et elle n'est certainement pas près de rattraper le Michigan, qui laisse les autres États dans la poussière en termes de croissance des cas. Pour ceux qui ont une peur bleue du covid, ils seraient mieux en Floride, au Texas ou en Géorgie que dans les États qui ont depuis longtemps adopté le lockdown et prétendent "suivre la science".

Alors comment expliquer cela ?

Les partisans du confinement ne semblent pas avoir d'explication du tout.

La semaine dernière, Anthony Fauci, directeur de l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses (NIAID), a eu du mal à trouver une explication lors de son témoignage devant le Congrès.

Au cours des semaines précédentes, M. Fauci a eu tendance à s'appuyer sur le vieil argument éprouvé selon lequel il suffit d'attendre deux à quatre semaines de plus pour que les cas explosent partout où les restrictions sur les covidés sont allégées ou éliminées. Les défenseurs de l'enfermement ont essayé cela pendant des mois après que la Géorgie ait mis fin à son ordre de rester à la maison, bien que la Géorgie ait constamment obtenu de meilleurs résultats que de nombreux États qui ont poursuivi leur enfermement.

Mais maintenant que nous sommes à six semaines de la fin du mandat de masque et des confinements partiels du Texas, Fauci n'a pu offrir aucune explication plausible. Plutôt, lorsque le représentant Jim Jordan l'a pressé sur le sujet, Fauci a insisté sur le fait que ce qui compte vraiment, c'est la conformité plutôt que l'existence de mandats de masques et de confinement :

Il y a une différence entre le confinement et les personnes qui obéissent au confinement..... Vous savez, vous pouvez avoir une situation où l'on dit : "Nous allons verrouiller", et pourtant les gens font exactement ce qu'ils veulent-

Jordan a demandé si cela expliquait la situation dans le Michigan et le New Jersey (et d'autres États où le nombre de cas de covidie augmente rapidement). Fauci a alors prétendu qu'il ne pouvait pas entendre la question, et Jordan a été interrompu par le président de la commission.

Aucune personne connaissant la situation dans des États comme le Texas, la Floride et la Géorgie, ne trouverait plausible que la propagation du covid ait été réduite dans ces régions par une utilisation plus militante des masques et une distanciation sociale. Le témoignage de Fauci n'était clairement qu'un cas d'un "expert" du gouvernement cherchant une explication.

Mais ne vous attendez pas à ce que Fauci et ses partisans renoncent à insister sur le fait que New York et le Michigan font "ce qu'il faut" tandis que le Texas et la Floride adoptent le "sacrifice humain" dans le cadre d'un "culte de la mort".

Les chiffres réels donnent une image très différente, et même les observateurs occasionnels peuvent maintenant voir que l'ancien récit était très, très faux.

Ryan McMaken (@ryanmcmaken) est rédacteur en chef à l'Institut Mises. Envoyez-lui vos propositions d'articles pour le Mises Wire et Power&Market, mais lisez d'abord les directives relatives aux articles. Ryan est diplômé en économie et en sciences politiques de l'Université du Colorado et a été économiste du logement pour l'État du Colorado. Il est l'auteur de *Commie Cowboys : The Bourgeoisie and the Nation-State in the Western Genre*.

▲ RETOUR ▲

.Même Gretchen Whitmer ne veut plus des lockdowns du CDC

Ryan McMaken 22/04/2021 Mises.org



MISES WIRE



L'État américain dont le nombre de cas de covid-19 augmente le plus rapidement est un État qui a connu certains des lockdowns et des restrictions de covid les plus durs et les plus longs : **le Michigan**.

Au 20 avril, la moyenne mobile sur sept jours des nouveaux cas de covid dans le Michigan était de 790 par million. C'est le taux le plus élevé de tous les États américains, et il est plusieurs fois supérieur au taux de cas pour le Michigan il y a un an. Il est comparable à ce qu'il était au début des saisons du rhume et de la grippe l'automne dernier, lorsque Whitmer a ordonné une nouvelle série de fermetures d'entreprises.

En d'autres termes, si Mme Whitmer utilisait les mêmes paramètres que ceux qu'elle utilisait pour justifier les fermetures dans le passé, elle imposerait certainement des fermetures très strictes aujourd'hui. Franchement, les chiffres des cas dans le Michigan sont terribles selon les normes de ceux qui utilisent les chiffres des cas pour pousser à des restrictions plus covies.

En ce moment, le Michigan est sous le coup d'un verrouillage partiel, avec une capacité de restaurant de 50% et une pléthore de règles toujours en place sur la taille des dîners domestiques et des barbecues de jardin. Les mandats de masques sont partout. Pourtant, malgré la nette tendance à la hausse du nombre de cas, Mme Whitmer résiste aux appels de l'administration Biden et du CDC à imposer une nouvelle fois à la population du Michigan de rester à la maison. Mme Whitmer affirme désormais que **l'on peut faire confiance aux habitants du Michigan pour faire preuve de bon sens et de discernement** :

Un changement de politique ne suffira pas à changer la marée..... Nous avons besoin que tout le monde se lève et prenne ses responsabilités.

C'est certainement le contraire de ce qu'elle disait il y a un an. Au printemps dernier, il était absolument hors de question de permettre aux gens d'exercer leur "responsabilité personnelle", et le "changement de politique" était la chose la plus importante au monde. Pour Whitmer et les adeptes du confinement, les confinements étaient synonymes de contrôle réussi de la maladie, purement et simplement. La discrétion personnelle des citoyens ordinaires ne devait absolument pas être tolérée.

En effet, pendant une grande partie de l'année 2020, Mme Whitmer a semblé prendre plaisir à fustiger les contrevenants à ses nombreux décrets et à sermonner presque quotidiennement les contribuables du Michigan sur la nécessité de rester chez soi et d'éviter tout déplacement. Ne pas tenir compte de ses paroles, c'était "tuer grand-mère".

Alors pourquoi a-t-elle changé de discours ? Le fait est que **l'attitude du public à l'égard du covid est en train de changer rapidement**, et que Whitmer veut rester en poste. **Après tout, ça n'a jamais été "pour la science"**. Il s'agissait de gouverneurs donnant à la foule ce qu'elle voulait.

Les craintes du public s'évaporent

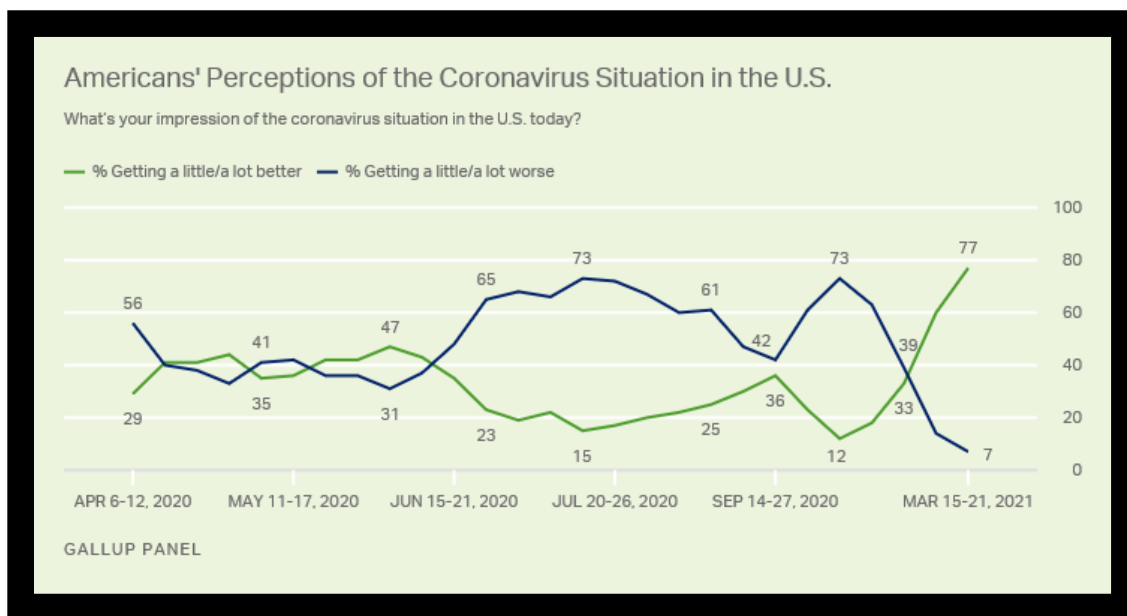
Il fut en effet un temps où la majorité des Américains étaient effrayés - ou à tout le moins très préoccupés - par

le risque potentiel du covid. Après tout, les médias nous parlaient quotidiennement d'hôpitaux débordés et de corps qui s'empilaient littéralement.

On nous assurait que c'était "la peste du siècle" et qu'elle serait comparable à l'épidémie de grippe espagnole de 1918-19. On nous a également assuré que les endroits où le confinement était strict feraient beaucoup moins de morts que ceux qui étaient assez "téméraires" pour ne pas contraindre leur population à une longue période d'assignation à résidence.

Au final, nous nous sommes retrouvés avec une loi de la populace. Les politiciens pouvaient faire à peu près tout ce qu'ils voulaient, du moment que c'était au nom de l'éradication du virus. La plupart des gens s'en réjouissaient ou acquiesçaient tranquillement. L'idée de "l'état de droit" a complètement disparu. Tout ce qui comptait était de "faire quelque chose".

Cela semble aujourd'hui difficile à croire, mais il fut un temps où des personnes comme Anthony Fauci affirmaient que des ordres de rester à la maison devraient être mis en place pendant un an ou plus afin qu'une majorité de la population puisse être vaccinée. En attendant, nous devrions tous nous habituer à la quarantaine et à regarder Netflix jour après jour, nous disait-on. Pour beaucoup de gens, cela semblait plausible, et beaucoup seraient encore prêts à suivre un tel schéma. Mais ils sont de moins en moins nombreux. **Selon Gallup, le mois dernier, le pourcentage d'Américains estimant que la situation de la maladie s'aggrave s'est effondré à 7 %.**



Alors que la peur générale a diminué, **la croyance que les lockdowns sauvent des vies a également pris un coup.**

Les lockdowns sauvent des vies ? Où ?

Parmi les responsables gouvernementaux les plus engagés, comme Fauci, l'histoire reste inchangée : il est évident que les lockdowns réduisent les cas de covidie et les décès dus à la covidie. Pourtant, cette hypothèse s'est avérée ne reposer sur aucune preuve réelle, et en observant le pays, nous constatons que les États où les mesures de confinement sont les plus strictes connaissent souvent les pires épidémies de covid.

Par exemple, regardons le nombre de cas de covidie au 20 avril. Au Texas, le nombre total de nouveaux cas (moyenne mobile sur sept jours) au 20 avril était de 3 004. Cela représente environ 103 cas par million. Maintenant, regardons le Michigan, où une variété de mandats de masques stricts et de lockdowns partiels continuent. Dans le Michigan, la moyenne mobile sur sept jours des nouvelles infections au 20 avril était presque huit fois pire qu'au Texas. De même, les États où les confinements sont stricts et de longue durée,

comme New York, le New Jersey et le Massachusetts, ont toujours été les plus touchés par les cas de covidés et les décès. Il est facile d'examiner ces données et d'en tirer une conclusion très plausible : les fermetures et les décès dus au covid ne sont en fait pas du tout corrélés.

L'opposition politique se développe

De plus, il y a des preuves que l'opposition politique fait enfin quelque chose. Comme je l'ai noté la semaine dernière, plus de deux douzaines d'États américains ont maintenant une législation en cours d'examen pour limiter les pouvoirs des gouverneurs qui insistent pour gouverner par décret et imposer des réglementations et des mandats covid sans fin aux entreprises et aux citoyens des États. Dans certains cas, les législatures ont passé outre les vetos des gouverneurs de leur propre parti. En Californie, une élection de rappel contre Gavin Newsom gagne du terrain. Les électeurs du Michigan sont en passe d'abroger les fondements juridiques des déclarations d'urgence dans l'État. À New York, **Andrew Cuomo**, qui a été salué comme un héros pour avoir imposé des mesures de confinement strictes, est maintenant confronté à des appels à la démission en raison d'accusations de harcèlement sexuel. Il est vrai que Cuomo n'est pas critiqué pour les mesures de confinement qu'il a imposées. Mais il est apparemment vrai qu'un nombre décroissant d'électeurs new-yorkais sont impressionnés par les performances de Cuomo l'année dernière lors de ses conférences de presse quotidiennes haranguant les New-Yorkais qui ne se conformaient pas à ses édits. Les gens passent à autre chose.

Même Gretchen Whitmer, l'un des défenseurs les plus fanatiques des lockdowns, est probablement consciente de l'évolution de la réalité. Par exemple, **les propres conseillers de Whitmer ignorent maintenant le "conseil" de l'État d'éviter tout voyage - deux de ses principaux conseillers en santé se sont récemment rendus en Floride et en Alabama pour leurs vacances.** Ce n'est pas un bon signe pour une gouverneure dont la carrière politique est désormais intimement liée à des décrets qui imposaient des amendes de 500 dollars et quatre-vingt-dix jours de prison aux personnes qui osaient quitter leur domicile pour des activités "non essentielles".

Bien sûr, cela ne signifie pas que Whitmer ne peut pas gagner en 2022 lorsqu'elle se représentera aux élections. Les électeurs ont notoirement la mémoire courte.

▲ RETOUR ▲

La seule façon d'aller de l'avant maintenant est la spéculation folle et risquée.

Charles Hugh Smith Mercredi 21 avril 2021



J-P : nous sommes maintenant dans un "all in"... perdant

C'est tellement pathétique, n'est-ce pas ? Le seul moyen qui reste pour avancer en Amérique est de s'appuyer sur les paris les plus risqués.

Il est douloureusement évident que la seule façon d'avancer en Amérique est la spéculation folle et risquée, mais personne ne semble remarquer cette dure et stupéfiante réalité. Pourquoi les gens se lancent-ils dans des paris risqués sur des véhicules spéculatifs comme Gamestop et Dogecoin ? La réponse évidente est que d'autres ont

récolté une ou deux décennies de salaires en quelques semaines, et qu'écrémer quelques centaines de milliers de dollars en quelques semaines ou mois est la seule façon pour un salarié moyen de pouvoir acheter une maison, financer un compte de retraite, se permettre d'avoir une famille, etc.

Regardez la réalité de la stagnation des salaires : Je gagnais 12 dollars de l'heure en 1986, et je n'étais pas un techno-gourou ou un représentant de Wall Street hautement rémunéré. 12 dollars de l'heure, c'était un salaire correct en 1986, mais ce n'était pas fantastique. Aujourd'hui, 35 ans plus tard, 12 dollars est toujours un salaire correct. Beaucoup de gens gagnent moins de 12 dollars de l'heure.

Mais qu'est-il arrivé aux coûts des soins de santé, du logement, de la garde des enfants et de tout ce qui est nécessaire pour avoir une famille au cours de ces 35 années ? Ces coûts ont explosé. Il était déjà difficile d'acheter une maison en 1986 avec un salaire horaire de 12 dollars, mais maintenant... vous plaisantez ? Selon les régions, le coût d'une maison modeste a triplé ou a été multiplié par cinq, voire par dix, au cours des 35 dernières années.

Quant à la possibilité de s'en sortir en créant sa propre entreprise, c'est une autre blague amère. En 1986, j'ai pu offrir à nos employés célibataires une assurance maladie décente pour 50 dollars chacun et à ceux qui avaient une famille pour environ 150 dollars par mois. Nos employés n'ont pas payé un centime pour cette couverture. Nous (les employeurs) payions tous les coûts de l'assurance maladie ainsi que l'indemnisation des travailleurs, l'assurance responsabilité civile et l'assurance chômage (fédérale et nationale).

Selon le Bureau of Labor Statistics (BLS), l'indice des prix à la consommation (IPC) a augmenté de telle sorte que ce que 1 dollar achetait en 1986 coûte aujourd'hui 2,40 dollars. Essayez d'acheter une véritable assurance santé pour un employé aujourd'hui pour $50 \$ \times 2,4 = 120 \$$ par mois. L'IPC est une blague pathétique lorsqu'il s'agit de logement, de garde d'enfants, de soins de santé, d'enseignement supérieur et de toutes les autres dépenses importantes liées à la vie d'une famille.

Toutes les dépenses liées à l'exploitation d'une entreprise ont grimpé en flèche alors même que l'exposition à la responsabilité, les coûts de conformité et les frais de pacotille sont montés en flèche. Et par définition, vous êtes "riche", même si vous perdez de l'argent, parce que vous êtes propriétaire d'une entreprise. Vous avez donc une cible fiscale sur le dos, car les gouvernements locaux et d'État augmentent les frais, pénalités, amendes et taxes sur tout ce qui n'est pas déjà surtaxé.

Quant à l'obtention d'un diplôme d'études supérieures pour vous placer au-dessus de la concurrence, l'inflation des titres est encore pire que l'inflation des prix. Il y a 100 autres candidats tout aussi qualifiés pour chaque poste bien rémunéré, et si vous acceptez (bêtement) le poste bien rémunéré, votre vie en dehors du travail est terminée. Vous êtes essentiellement un serviteur sous contrat bien rémunéré de vos maîtres de l'Amérique corporative.

Et maintenant que vous êtes "riche", vous êtes aussi un âne fiscal, payant entre 40 et 50 % de vos revenus en impôts. Les milliardaires et leurs sociétés ne paient pas ou peu d'impôts, puisqu'ils bénéficient d'échappatoires fiscales (fondations philanthro-capitalistes, astuces fiscales offshore, subventions accordées par des politiciens achetés à bas prix, etc.), mais vous, serviteur sous contrat des entreprises américaines, vous êtes "riche" et devriez payer davantage.

Alors, s'il vous plaît, travaillez plus dur et gagnez encore plus d'argent, et si vous avez de la chance, nous vous laisserons garder une partie de vos gains plus élevés. Mais peut-être pas, parce que, eh bien, vous êtes "riche". Vous ne possédez rien et pouvez à peine vous permettre de fonder une famille, mais vous êtes "riche" en termes de revenus, et c'est ce qui compte.

Ainsi, le dernier espoir des travailleurs non élitistes qui n'ont pas les privilèges d'une famille riche et bien connectée est de jouer aux tables les plus risquées du casino de la Réserve fédérale, en maximisant la marge (emprunter de l'argent contre son portefeuille d'actions) et en achetant des options, qui expirent sans valeur si le

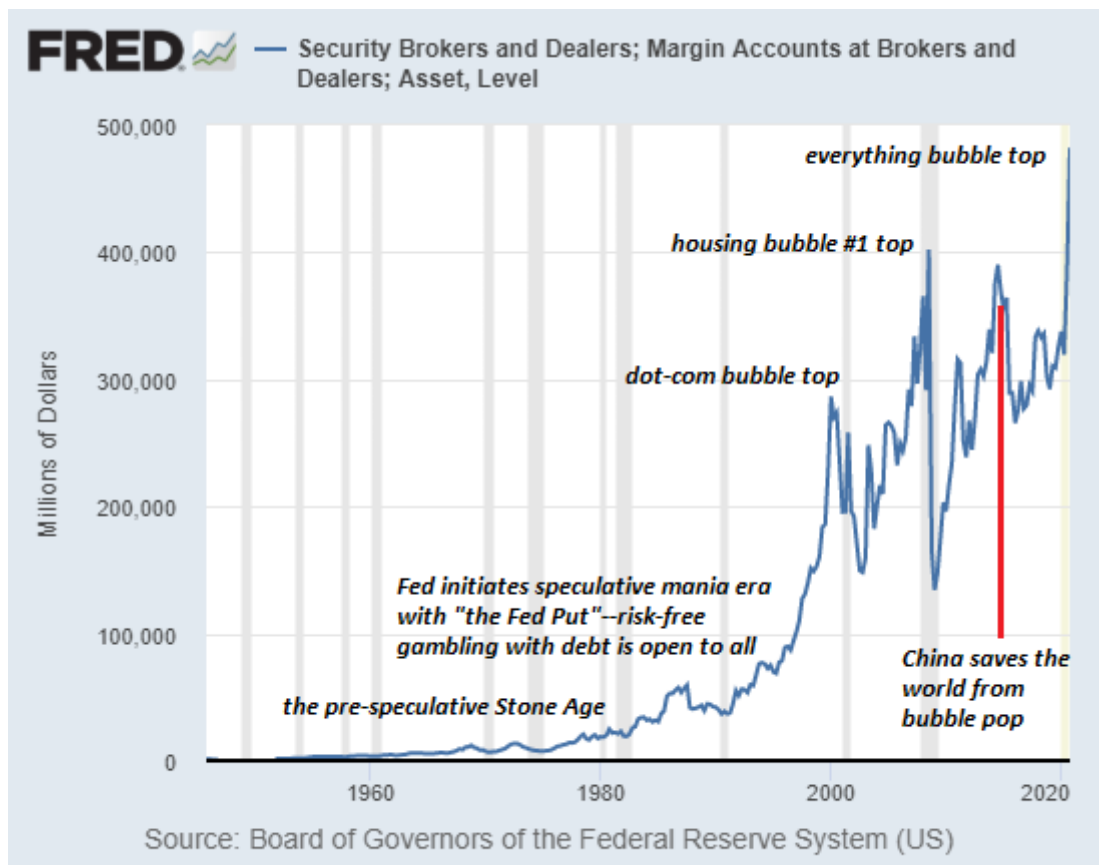
pari tourne mal.

Parce que la réalité de la vie américaine est que les moyens d'avancer se résument à : 1) choisir des parents riches 2) gagner à la loterie 3) suivre la voie du FIRE (indépendance financière, retraite anticipée), qui exige un emploi bien rémunéré et des dépenses très faibles, 4) rejoindre la start-up de logiciels d'un ami qui sera rachetée par Microsoft, Google, Apple ou Facebook pour des méga-millions, ou 5) jouer et gagner aux tables les plus risquées du casino fédéral.

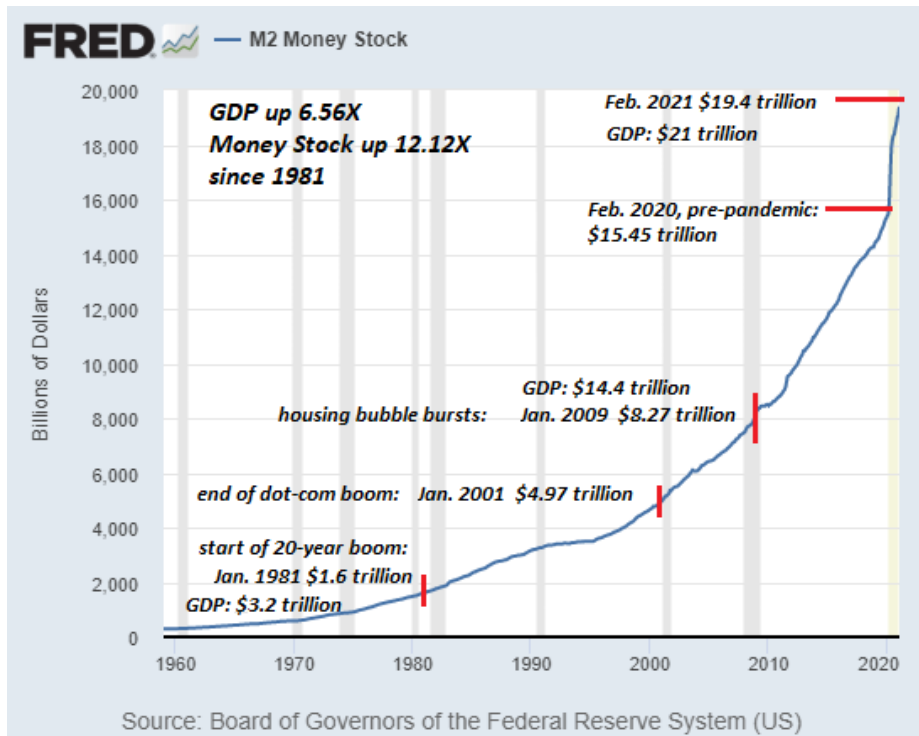
Jetez un coup d'œil à trois graphiques : dette marginale (record absolu), masse monétaire M2 (record absolu) et vitesse de circulation de la monnaie (record absolu). La Fed crée des milliers de milliards de dollars à partir de rien, qui se déversent dans des bulles d'actifs spéculatifs, les parieurs qui n'ont pas d'autres options réalistes pour s'en sortir maximisent leurs comptes de marge pour augmenter leurs paris aux tables les plus risquées et pendant ce temps, dans l'économie réelle, la stagnation règne en maître : salaires stagnants, formation des familles/ménages stagnante, formation des entreprises stagnante et la vitesse de circulation de l'argent est en chute libre vers l'argent mort.

C'est tellement pathétique, n'est-ce pas ? La seule façon d'avancer en Amérique est de prendre les paris les plus risqués aux tables les plus risquées, en pariant que tout le monde sera gagnant aux tables truquées de la Fed - mais vous devez jouer pour gagner.

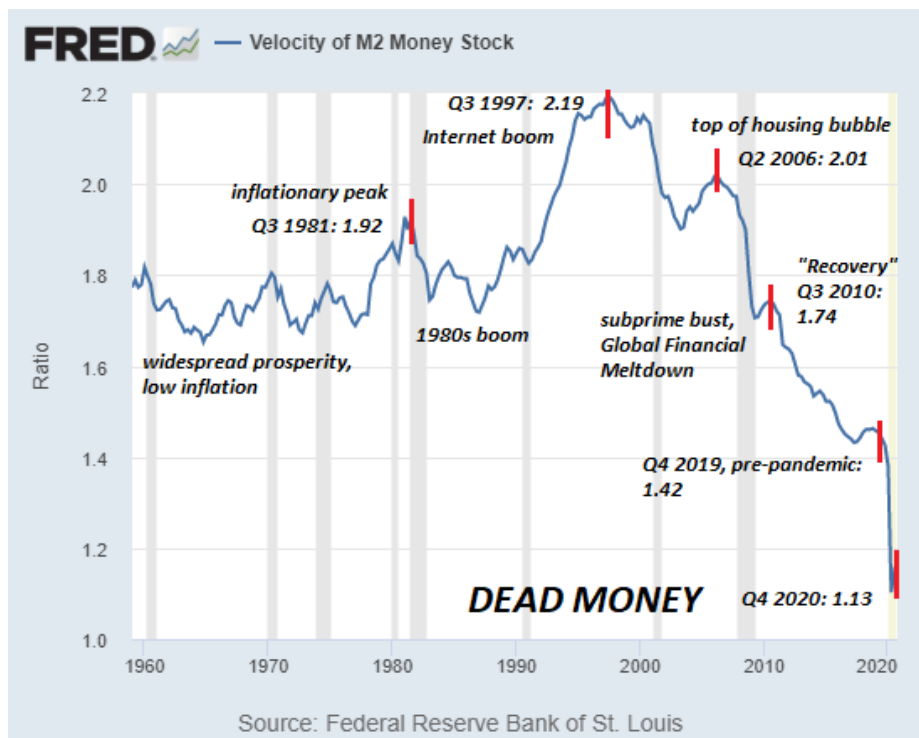
Ou perdre, mais personne ne le mentionne. Tout ce que vous entendrez dans le casino de la Fed, c'est que la Fed nous protège, jusqu'à ce que le casino tout entier s'effondre dans un amas putride de fraude, de corruption, de cupidité, de risque systémique et d'orgueil démesuré.



notes added by charles hugh smith 4/21 www.oftwominds.com



notes added by charles hugh smith www.oftwominds.com March 2021

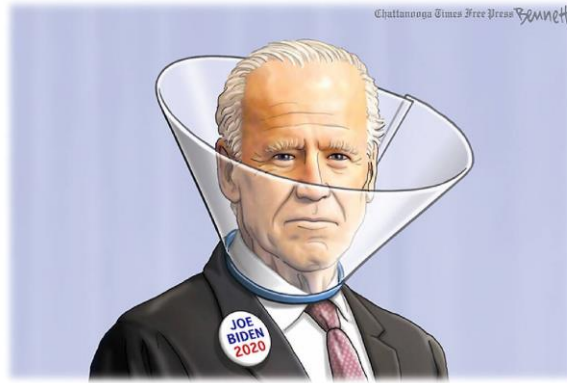


notes added by charles hugh smith www.oftwominds.com March 2021

▲ RETOUR ▲

Les 100 jours de Joe

Par James Howard Kunstler – Le 12 avril 2021 – Source kunstler.com



Le premier président américain animatronique en dehors de Disney World disparaît régulièrement chaque week-end. Où va-t-il ? Son équipe de direction le branche-t-elle sur une station de recharge ? Repose-t-il sur un catafalque dans un sous-sol du 1600 Pennsylvania Avenue comme l'un des légendaires morts-vivants des classiques de la crypte hollywoodienne ? Ou est-ce qu'on le fourre simplement dans un placard où sont entreposés les podiums roulants et les téléprompteurs ?

On ne sait pas exactement quelles ont été ses fonctions pendant les huit années où il a été vice-président, à part intervenir auprès de son fils Hunter, très occupé, qui suivait le vice-président dans le monde entier comme un aspirateur Roomba ramassant des pièces de 5 et 10 cents, mais Joe devait rendre des comptes à celui qui était alors le grand chef, Barack Obama, et on peut se demander si ce n'est pas encore le cas. Rencontre-t-il régulièrement l'intermédiaire Susan Rice ou se contente-t-il d'attendre les instructions, d'aller là où on lui dit d'aller et de lire ce qui a été préparé pour lui ?

Le régime exécutif, quel qu'il soit, a déployé au cours des cent premiers jours un impressionnant programme d'ordonnances et de lois destinées à anéantir tout ce qui reste d'une culture commune américaine et d'une économie américaine fondée sur les transactions entre individus libres. Le plus facile, et le plus facilement dommageable, a été de simplement inverser la politique de l'administration précédente de contrôler notre frontière avec le Mexique. Tout ce que vous aviez à faire était d'ordonner aux agents frontaliers de ne rien faire – et de laisser les gens impatient au sud entendre que le tapis de bienvenue était déployé. Et voilà ! Une frontière hors de contrôle ! Exactement ce que vous voulez !

Cela a si bien fonctionné que c'en est presque devenu une source d'embarras, sauf que les médias d'information, qui étaient autrefois la conscience de la nation, sont devenus des sociopathes et sont incapables d'éprouver de l'embarras ou de la honte en bombardant le public confus de récits qui, à une autre époque, seraient facilement reconnus comme de la propagande. Par exemple, le mensonge apparent selon lequel la vice-présidente Kamala Harris a été chargée de gérer la situation à la frontière. Au cours du mois qui a suivi sa nomination, elle n'a été vue nulle part proche de la frontière américano-mexicaine et, pour une raison ou une autre, aucun journaliste ne lui a demandé de s'expliquer sur ce fait.

L'autre partie de cet accord, bien sûr, est de s'assurer que les nouveaux arrivants ici illégalement deviennent des électeurs du parti Démocrate en démolissant tout processus qui exigerait une preuve de citoyenneté pour déposer un bulletin de vote. Il s'agit de HR 1, la loi sournoisement baptisée « *For the People Act* », qui se fraie un chemin sinueux à travers le Congrès. La loi proposée tenterait d'abroger la prérogative constitutionnelle des cinquante États à élaborer leurs propres règles électorales. Elle ne pourrait pas résister à un examen de la Cour suprême et pourrait même ne pas survivre à son voyage dans la législature fédérale. 75 % des Américains interrogés sont en faveur de l'identification des électeurs, probablement pour l'excellente raison que ne pas exiger d'identification serait insensé.

Le parti Démocrate est-il déterminé à rendre la nation folle ? On dirait bien que oui. Ils semblent certainement déterminés à fomenter une guerre raciale. Ce serait insensé, mais la volonté du parti Démocrate de punir la

nation éclipse tous ses autres espoirs, rêves et objectifs – et ce degré de sadisme tend à indiquer un problème de santé mentale. Avant 2020, ils avaient déjà détruit au moins une douzaine de villes américaines par pure « *mal-administration* », et les émeutes de soutien à George Floyd à travers le pays ont réussi à démolir une grande partie de ce que la mauvaise gouvernance et les confinements liés au Coronavirus avaient laissé derrière eux.

Ne pensez-vous pas que les choses vont déjà assez mal, par exemple à Minneapolis, avec le procès de Derek Chauvin sur le point d'accueillir les arguments de la défense, et le palais de justice sécurisé comme Fort Apache ? Et donc, un nouvel incident s'est produit dimanche impliquant un certain Duante Wright, 20 ans, abattu lors d'un contrôle routier. Apparemment, il y avait un mandat d'arrêt contre M. Wright, ce qui signifie qu'il était suspecté d'un crime. Lorsque la police a essayé de le retenir, il est retourné dans sa voiture contre leurs instructions claires, ce qui laisse penser qu'il allait peut-être chercher une arme. L'officier lui a tiré dessus. Une émeute s'en est suivie, bien sûr. Dans le chaos, des pillages ont eu lieu. Black Lives Matter est arrivé en quelques minutes, ainsi que des membres de la famille de Duante Wright. Un autre martyr est-il en train d'être fabriqué ?

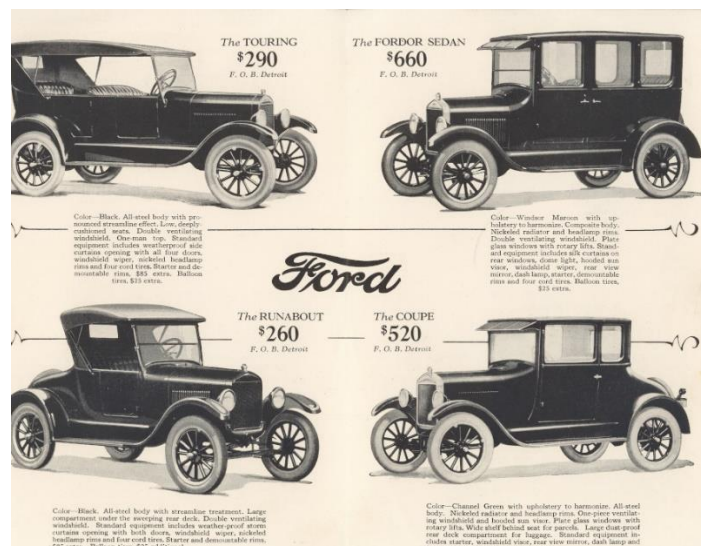
À votre avis, quel message le conseil municipal de Minneapolis a-t-il envoyé le mois dernier en versant 27 millions de dollars à la famille de George Floyd, avant même le début du procès ? Cela ressemble de plus en plus à une arnaque à fort enjeu : Quelle que soit la vérité sur un incident impliquant la police, la ville va brûler et de grosses compensations en cash sont attendues. Appel à l'avocat spécialiste des blessures personnelles [Ben Crump](#)...

La saison des émeutes est donc arrivée, comme prévu. Si Minneapolis et d'autres villes recommencent à brûler, M. Biden sera-t-il en mesure de l'ignorer comme il a ignoré la situation désormais sans faille à la frontière ? Ses responsables le remonteront-ils pour invectiver contre la « *suprématie blanche* » ? Ou bien ont-ils enclenché une boucle de rétroaction dynamique qui échappe rapidement à leur contrôle – montrant clairement que personne n'est peut-être aux commandes ?

▲ RETOUR ▲

.#195. L'implacable pression

Tim Morgan Posté le 20 avril 2021



L'ARGENT, LE CRÉDIT ET LE DÉCLIN DE LA PROSPÉRITÉ DISCRÉTIONNAIRE

Henry Ford a peut-être dit que "*l'histoire est une bêtise*", mais un regard en arrière peut parfois nous aider à

nous concentrer sur l'avenir. Bien qu'elles ne fassent pas l'objet de cette discussion, les monnaies fiduciaires en sont un exemple.

Le système monétaire mondial est passé à une base fiat ou "commandée" en 1971. Pendant le quart de siècle suivant, cela a fonctionné raisonnablement bien, et il semble probable que les historiens du futur datent le déclin des monnaies fiduciaires de la seconde moitié des années 1990.

C'est à ce moment-là que nous nous sommes lancés dans les excès financiers qui ont culminé avec la crise financière mondiale (CFM) de 2008-09. Le reste - comme le dit le proverbe, en présentant ses excuses à M. Ford - "appartient à l'histoire", le sort ultime de la monnaie fiduciaire étant déterminé à partir du moment où les économies de "marché" du monde ont décidé de tourner le dos aux forces du marché et de "se débrouiller au fur et à mesure".

L'objectif ici n'est pas de revenir sur les sujets abordés dans l'article précédent, mais il convient de se demander ***pourquoi un système monétaire qui fonctionnait plutôt bien auparavant s'est ensuite engagé sur une voie dangereuse.***

Qu'est-ce qui a fondamentalement changé dans les années 1990 ?

La réponse, bien sûr, est que les ECoE - les coûts énergétiques de l'énergie - ont atteint ce qui était, pour les économies occidentales, la zone critique qui se situe entre 3,5% et 5,0%. Le SEEDS date ce climax des ECoE à la période comprise entre 1996 (un ECoE global de 3,4 %) et 2005 (5,0 %).

À partir de 1997, la prospérité du citoyen japonais moyen s'est retournée vers le bas. Le même sort a frappé les Américains en 2000, les Britanniques en 2004 et la plupart des autres Occidentaux en 2008.

Bien avant cette date, les observateurs déconcertés avaient commencé à s'interroger sur le phénomène de "stagnation séculaire", un phénomène qu'ils pouvaient identifier, mais pas expliquer.

Le reste fait partie de "l'histoire", car les systèmes d'interprétation économique fondés sur l'argent ne pouvaient proposer que des solutions financières futiles pour une tendance qui ne prenait pas racine dans l'argent, mais dans l'énergie.

Pourquoi, alors, le point d'inflexion de l'ECoE dans la prospérité occidentale a-t-il mis "l'écriture sur le mur" pour les monnaies fiduciaires ? La réponse semble résider dans la flexibilité qui est à la fois la plus grande vertu et la plus grande faiblesse de la monnaie fiduciaire.

Tant que l'économie sous-jacente continue de croître, la monnaie fiduciaire peut se développer à un rythme à peu près proportionnel, et c'est là sa vertu.

En revanche, dès que l'économie ralentit, une divergence s'installe, car les systèmes de monnaie fiduciaire sont incapables d'une contraction correspondante, et c'est là le vice inhérent du système.

Cependant, à moins de comprendre l'économie comme un système énergétique, vous ne pouviez pas - et ne pouvez toujours pas - voir ce qui se passe.

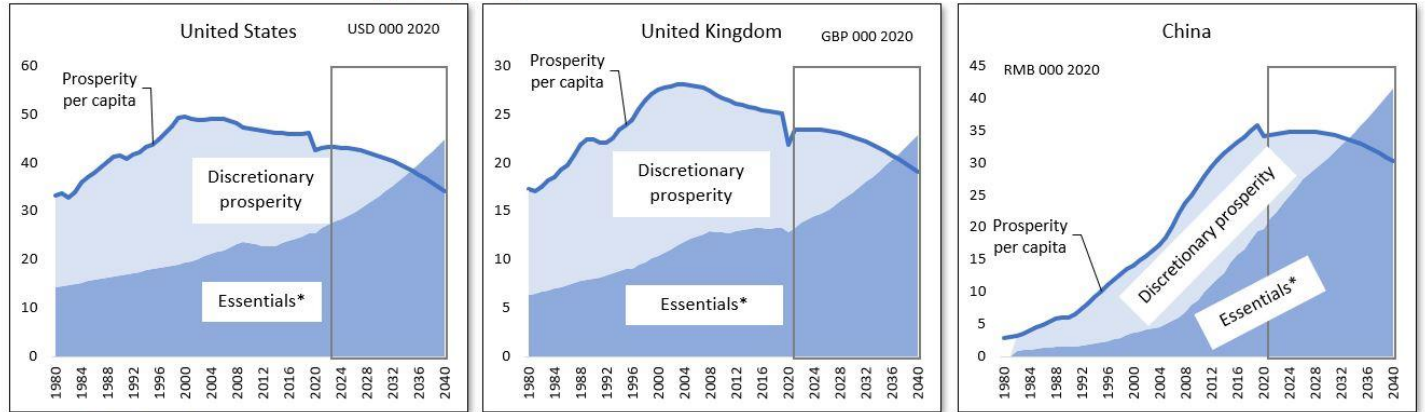
L'expansion monétaire dans une économie en contraction ne peut que créer des excès de ces "créances" financières qui, habituellement, sont appelées "valeur". À partir de là, la seule vraie question est de savoir si l'instrument de "destruction de la valeur" va être une série de krachs boursiers et de défauts de paiement des dettes, ou une dépréciation hyperinflationniste de la valeur de la monnaie.

Ici, l'histoire fournit à nouveau une indication, suggérant que les décideurs éviteront presque toujours un défaut formel ou "dur" si l'alternative "douce" de la destruction de valeur inflationniste est disponible.

Voilà pour l'histoire, l'essor et la chute de la monnaie fiduciaire. Pour ce qui est de l'avenir, voici quelques graphiques qui devraient (mais, bien sûr, ne le feront pas) servir d'avertissement aux décideurs.

Fig. 1

The erosion of discretionary prosperity



Source: SEEDS ©Surplus Energy Economics 2021

*Development project, see text

Bien qu'ils s'étendent jusqu'en 2040, ces graphiques seront familiers aux lecteurs réguliers. Ils montrent l'étalonnage SEEDS de la prospérité par habitant, par rapport au coût des biens essentiels. Ce dernier, défini comme la somme des services publics et des produits de première nécessité pour les ménages, reste un projet de développement, mais la ligne de fond est assez claire.

En substance, la prospérité de la personne moyenne en Amérique, en Grande-Bretagne et - maintenant - même en Chine se détériore. Le coût des produits de première nécessité continue d'augmenter. Par conséquent, la marge de manœuvre pour les dépenses discrétionnaires (non essentielles), dans le cadre des paramètres de prospérité, s'érode rapidement.

Bien entendu, les gens continueront à effectuer des dépenses discrétionnaires au-delà de cette capacité réduite, comme ils le font actuellement. Mais ils ne peuvent le faire qu'en recourant à l'emprunt à cette fin. La consommation discrétionnaire à la portée de la prospérité subit une contraction rapide.

Plus inquiétant encore, il semble tout à fait probable que le coût des produits de première nécessité dépasse, en temps voulu, la prospérité par habitant. Comme vous pouvez le constater, cela pourrait ne pas se produire avant les années 2030, mais cela ne signifie pas que nous pouvons l'ignorer en attendant.

Tout d'abord, il s'agit de chiffres moyens et non de médianes. Pour chaque personne dont la prospérité discrétionnaire reste confortablement positive, il y en a une autre qui est déjà proche, ou qui a atteint, le point de dépendre du crédit pour payer l'essentiel.

C'est ici que l'on est en droit de se poser quelques questions. Les gouvernements sont-ils conscients de cette situation, puisqu'ils continuent à planifier sur la base d'une augmentation des revenus et à investir dans des secteurs orientés vers la consommation discrétionnaire ?

Pensent-ils vraiment, ainsi que les banquiers centraux, que nous pouvons d'une manière ou d'une autre surmonter ces tendances fondamentales liées à l'énergie en injectant encore plus de crédit bon marché et d'argent bon marché dans le système ? Les entreprises qui vendent des biens et services discrétionnaires se rendent-elles compte qu'elles deviennent les otages de l'expansion du crédit ? Et les entreprises et les investisseurs qui dépendent de l'augmentation présumée des flux de revenus des consommateurs comprennent-ils la dynamique qui comprime la prospérité des consommateurs discrétionnaires ?

Dans la plupart des cas, la réponse, très probablement, est "non".

Les dirigeants politiques se sont-ils penchés sur les programmes très différents qui préoccuperont les électeurs lorsque le train du crédit bon marché se heurtera aux tampons déflationnistes ou déraillera sur les rails

inflationnistes ?

Là encore, probablement pas.

▲ RETOUR ▲

[Invité] Cri du cœur

Didier Mermin 19 avril 2021



Témoignage d'un vrai paysan doublé d'un écrivain, Joseph Kacem, qui décrit la vie dans les Cévennes, et nous a laissé l'impression d'être aussi un cri du cœur. A l'origine, c'est une lettre à un ami parisien envoyée après une « *discussion houleuse* ».

Ce mois-ci, encore un agriculteur assassiné par l'industrie de la chimie qui pourrit les sols, les corps et les rivières. Le mec y est passé à tout juste 55 ans. Les décès par maladies neuro-dégénératives sont devenus banals. Dans la vallée, il y en a au moins un par an qui y passe. Tantôt c'est un actif (55 ans !!!), tantôt c'est un ancien qui se fout un coup de fusil pour éviter à ses proches d'être une charge. Ces maladies-là finissent par faire de vous des légumes. Certains vénérables sont tellement rapiécés de la boîte crânienne qu'en discutant avec eux, tu te demandes comment le puzzle qu'est devenue leur tête arrive à tenir quand ils ouvrent la bouche. Difficile de dire « merci » aux neuro-chirurgiens quand tu vois le résultat, pourtant, ces docteurs ne sont pas en cause.

Sont en cause les exigences de rendements des coopératives et grossistes faites aux producteurs de semences et de fruitiers (vignerons compris). Sont en cause les ingénieurs agricoles mandatés par les banques. Banques qui contraignent les producteurs à utiliser des produits phytosanitaires sous la menace de complications bancaires, car ils exigent du volume en production pour gérer des volumes de chiffre d'affaire. Au final, ces volumes de chiffre d'affaire ne rapportent pas grand-chose aux intéressés (le revenu médian d'exploitation est de 350 euros / mois et par tête, en 2020 – cf. « L'exploitant familial » de mars 2021). Du coup, tu as quantité de paysans qui sont allocataires du RSA, alors qu'ils bossent.

Autant rester petit : tu gagneras pareil et sans trop t'exposer aux merdes chimiques. Merdes de toute façon résiduelles et durablement présentes dans les sols ; n'en déplaie aux certifiés AB. Label que nous aussi nous finirons par prendre, mais uniquement pour mieux commercialiser notre production.

La certification AB... Non mais franchement ! Veritas est l'une des sociétés certificatrices. Ce seul fait ruine toute la crédibilité de ce label. Chose peu connue et valable pour l'immense majorité des sociétés certificatrices : tu as un expert qui vient une fois, fait un tour dans les champs sans quitter des yeux son QCM où il coche des cases en te posant des questions et tu ne le revois plus jamais. Temps de l'expertise in situ : de 2h à 45mn en moyenne. L'année suivante, tu reçois par la poste le même questionnaire que cet expert avait rempli dans tes cultures, sauf que toutes les années suivantes, c'est toi tout seul qui le remplis et le « signe sur l'honneur ». Tu le renvoies sans oublier le chèque qui va avec, et te voilà reconduit « Agriculture Biologique » pour un an ou plus !

Sont aussi en cause les élus (depuis la commune jusqu'à Paris). Trop peu d'unités locales d'EPHAD et de logements accessibles dans les petits pays, car on laisse le foncier filer pour des particuliers blindés de fric et que l'économie du vieux, c'est pas rentable s'il n'y a pas, là aussi, du « volume ». Beaucoup d'anciens préfèrent se laisser mourir au pays plutôt que de se faire déporter pour mourir beaucoup trop loin de leur village. Village où il n'y a plus de médecins de toute façon. C'est derniers préfèrent s'installer dans les zones franches en périphérie des préfectures et sous-préfectures.

Ceci étant, le code de la famille arrive au secours du fric et s'oppose au désordre que pourrait causer nos hordes de vieux vagabondant dans les villages sans vouloir se séparer de leurs terres. Et voilà les neveux de Lyon ou le cousin de Montpellier qui foutent sous tutelle le père X ou la mère Y, à peine âgés de 67 ans (et même parfois plus jeunes). Pour le bien de l'ancêtre (sic), le fripé dorénavant sédaté H24 et qui attend de crever en « maison de santé » se retrouve dépouillé : ses terres vendues, sa maison vendue. Ne lui reste plus que son baxter et sa couche ! Et ça se vend à des prix tout aussi colossaux que prohibitifs pour ceux qui vivent et travaillent au pays. Les élus locaux sont là aussi responsables, car question logements sociaux, il est évident que le compte n'y est pas. La préemption ? Des projets durables et équilibrés pour les habitants du pays ? – Rien. Que dalle. Nib. Seuls des citadins fortunés peuvent accéder à ces biens, et ils nous les transforment en résidences secondaires privatives (vides 11 mois par an). Les confinements de 2020-21 ont d'ailleurs accéléré le phénomène du colonialisme touristique dorénavant sanitaire de surcroît.

Sinon, ce sont nos notables à nous qui accumulent encore et encore le capital foncier. Ils en font des gîtes ou des locations de standing pouvant se louer jusqu'à 3.000-5.000 euros / semaine en haute saison (soit la moitié d'un revenu annuel de travailleur saisonnier). Nos enfants sont priés de devenir régisseur ou jardinier ou personnel de maison et de vivre avec des revenus très irréguliers et extrêmement précaires (par ex: vivre en bossant au smic seulement 2 à 3 mois dans l'année). Le bilan des investisseurs est là : l'industrie du tourisme rapporte bien plus à la bourgeoisie rurale que des paysans en fermage (métayers).

J'en reviens à ce que nous sommes de plus en plus en train de vivre comme un impérialisme financier : le colonialisme touristique. Ce secteur rapporte beaucoup, mais à très peu de gens chez nous. Ceci rend de plus en plus compliqué (voire, impossible dans certaines zones) l'accès à un logement et à l'installation. Et que nul n'ose poser une cabane ou une caravane sur un terrain ! – Le paysage en serait détérioré et ceci nuirait aux tenants de l'industrie touristique. Heureusement pour nos investisseurs, la gendarmerie veille à ce que la verdure reste verte et à ce que les bouseux que nous sommes demeurent invisibles. Ça détruit les cabanes, ça te Mécacalac les caravanes,¹ ça met en charpie les yourtes. Circuler, y a rien à voir ! Merci de ne regarder que la carte postale pour laquelle les patrons du tourisme et autres collabos opportunistes rançonnent les gens des villes en manque de verdure.

La France comptait 3.000.000 de paysans au début des années 1980. Nous ne sommes plus que 300.000 40 ans plus tard. Nous produisons la nourriture en quantité suffisante, tandis qu'aujourd'hui nous ne sommes plus en mesure de le faire (trop peu nombreux, trop peu de terres cultivables accessibles et une forte expansion des zones résidentielles et des « fermes usines » surexploitant les ouvriers agricoles, mais pour produire de la nourriture vouée à l'export – car, voyez-vous, une grosse partie de ce que produisent les « fermes usines » françaises ne correspondent pas aux normes sanitaires européennes et ce qui en sort ne peut pas être consommé ici. Ex: le poulet de batterie breton qui est expédié en grande partie au Brésil).

Pour couronner le tout, on nous dit qu'il y a trop d'étrangers... Je te le dis simplement: « Et mon cul ? » – Plus d'une commune aurait sauvé son école si une à trois familles de Syriens étaient venues s'y installer et avaient fait souche. Mais à choisir entre des Syriens et une école OU une ruralité touristique, blanche, rapportant du fric tout en se privant d'une école, ils ont bel et bien choisi de se passer de l'école. Dans certains villages, nos tout-petits se tapent 1h de car aller, 1h de car retour, pour pouvoir fréquenter une classe de CP.

En ce début d'année 2021, un agriculteur de 55 ans est mort des exigences qu'ont les banques et les notables à se faire du fric. Cette mort, comme toutes les précédentes et celles à venir, est à l'image de la mise à mort du pays. Ce tout petit pays que nous appelons les Cévennes finira par brûler faute d'habitants pour l'entretenir, alors, ils étendront encore et encore le travail forcé en contraignant les allocataires du RSA (actifs ou non) à participer à des « chantiers d'insertion » voués à l'entretien du « patrimoine rural » (comprenez: défricher la carte postale et sécuriser les garrigues contre les incendies). Et nous serons les nouveaux indigènes qu'il faut mettre au travail comme ce fut le cas en Algérie ou en Indochine au début du XXe siècle.

En attendant, les ressources en eau s'épuisent et la faune aquatique disparaît. Confinement oblige : dès la mi-mars, les rivières et ruisseaux sont déjà saturés d'algues dues aux rejets des eaux usées, autant le rejet des jolies maisons isolées coûtant des fortunes (mais non-raccordées au tout-à-l'égout) que des autres habitats raccordés aux égouts (dont les stations d'épurations où arrivent ces eaux usées n'arrivent plus à les traiter, puisque elles peuvent être sollicitées à plus de 2000% de leurs capacités d'épuration dans certaines communes – d'où rejet de boues lorsque les bassins sont pleins).

Et les jeunes sans avenir se suicident à l'alcool. Et les adultes meurent dans les champs ou doivent subsister avec 2 à 3 mois de smic par an. Et les vieux sont dépouillés, déportés et drogués d'anxiolytiques pour qu'ils se laissent crever sans faire de bruit. Tel est le projet pour notre territoire : nous euthanasier dans le silence le plus parfait, quitte à avoir recours aux gendarmes – gendarmes qui ne peuvent plus nous apparaître autrement que comme des forces d'occupation à la solde d'un colonialisme financier qui ravage nos cultures. Autant celle de nos histoires et chansons que celle de nos champs et ateliers. Voilà précisément où nous en sommes mon ami, alors, les petits débats d'opinions, tu comprendras que même si j'en suis à mon 6e pastis, ça ne m'intéresse plus. Soit on se bouge, soit on se laisse crever. C'est aussi simple que ça.

Ton Joseph.

NOTE : 1 « ça te Mecalac les caravanes » : renseignements pris sur [Wikipédia](#), Mecalac fabrique des pelles hydrauliques. On devine quels rapports (indirects) cette entreprise peut avoir avec les caravanes...

Lire aussi : le [blog de Joseph Kacem](#) (qu'il n'entretient plus, mais reste très fourni), et surtout un livre qui « *fait partie des rares textes un tant soit peu réaliste sur la paysannerie contemporaine* » : « [Le paysan impossible](#) » de Yannick Ogor.

Illustration : page Facebook de [Joseph Kacem](#)

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

Sur Twitter : [Onfonedanslem1](#)

Adresse de base du blog : <https://onfonedanslemur.wordpress.com/>

▲ RETOUR ▲

.CLIMAT, Joe Biden nous grise de promesses

Par [biosphere](#) 23 avril 2021

[Joe Biden](#) a promis le 22 avril 2021 de réduire les émissions de gaz à effet de serre de son pays de 50 % à 52 % d'ici à 2030 par rapport à 2005 au nom d'un « *impératif moral et économique* ». La diplomatie chinoise a raillé « *un mauvais élève qui revient sur les bancs de l'école après avoir séché les cours* ».

Ricardo Uztarroz [sur le monde.fr](https://www.lemonde.fr) : 2030, c'est dans 9 ans seulement. Ce genre de promesse n'engage que ceux qui y croient mais pas ceux qui les profèrent. On doute que Biden décidément de plus en plus bidonnant soit encore en fonction cette année-là pour reconnaître qu'il avait dit n'importe quoi. Comment va-t-il s'y prendre ? Interdire les vols, les voitures à essence, etc... Imposer la voiture électrique. Comment va-t-il produire l'électricité ? Avec le gaz de schiste, le nucléaire ? Bref un engagement qui ne l'engage pas. Quand les bornes de la démagogie sont franchies ; il n'y a plus de limite, a dit un certain sapeur.

Sarah Py : Puisque cela semble si simple, sans baisse des niveaux de vie, sans sacrifice aucun, que ne nous l'avez-vous pas proposé plus tôt ? Une révolution énergétique, une révolution des modes de production sans larmes, ni sueur, et sans précision quant à sa mise en œuvre, ça a un côté prestidigitateur, le<s> <millions> lapin<s> qui sort<ent> du chapeau. Comment un esprit lucide d'un peu de conscience peut-il croire en ces promesses ? **Il est où ce plan précis, travaillé, réfléchi, qui autorise de telles affirmations ? Qui le connaît ?**

Johan : J'aimerais beaucoup que Le Monde pose les questions suivantes : Comment tenir un tel objectif ? Quelles conséquences sur le modèle économique et social ? Par exemple, si je me donne l'objectif de perdre 20 kg en dix jours, quelle est la conséquence sur mon métabolisme ? A priori, il faut que je me coupe une jambe. Vais-je le faire ? La crédibilité de ce genre d'annonces devrait faire sursauter votre rédaction.

Michel SOURROUILLE : En avril 1977, le président Carter s'adresse par télévision à la nation : « *Ce que je vous demande est l'équivalent d'une guerre. Il s'agit bel et bien de préparer un monde différent pour nos enfants et nos petits-enfants.* » La revue Newsweek chiffre le gaspillage moyen d'énergie qu'il veut supprimer à plus de la moitié de la consommation totale. Sans largeur de vue, tous ceux qui sentent leur intérêt et même leur simple confort menacé se mettent à hurler. Le royaume automobile de Détroit déclare la guerre au président Carter. Le peuple suit, bien entendu. Carter ne perd pas quinze points de popularité, mais trente-cinq ; sa cote passe de 70 à 35 au début de 1978. Le peuple américain n'est pas mobilisable pour des sacrifices dont il ne voit pas la nécessité. On retrouve là les illusions des penseurs du XIXe siècle. Les réserves de matières premières inépuisables : erreur. La crise va se terminer : erreur. La crise va devenir l'état normal de l'humanité et imposera l'austérité. (in« [Vivre sans pétrole](#) de Jean Albert Grégoire)

Transition_nécessaire : Le nouveau discours dominant c'est : financer largement les projets verts, de la voiture électrique, des ENR qui vont exploser (les coûts baissent, super !), du nucléaire mais tout le monde pas d'accord) plein de progrès technologique, de la croissance avec les nouveaux emplois verts (isolation bât & co), de la capture CO2 massive (comment ? on finance la recherche et on verra). Donc tout va bien juste en faisant encore un peu tourner la planche à billet (dette qui ne coûte rien), et le problème énergie / climat va être résolu sans renoncer à notre pouvoir d'achat qui va augmenter par nécessité. Si hélas j'y crois pas et vois des limites physiques partout, ça veut dire que je n'ai pas la bonne idéologie ? Sinon quelqu'un réfléchit à des récessions organisées ?

▲ RETOUR ▲

Du créationnisme au Big Crunch, notre destin

22 avril 2021 Par biosphere

Du point de vue des écologistes, c'est simple ! Tu voyages pendant 514 années-lumière tout droit pour trouver notre planète terre. Puis au feu, là où il y a un Mac-do intersidéral, tu prends à droite et tu parcoures encore 23 années lumières. Arrivé au rondpoint de la galaxie d'Andromède, t'es presque arrivé. Tu prends en face et au

bout de 800 millions d'années, tu verras la planète bleue à droite où il y a de la lumière la nuit et beaucoup de bruit pour pas grand-chose. Voilà t'es arrivé ! Tout ça pour dire que **le scénario divin des monothéismes est débile. Il veut nous faire croire à la création ex nihilo d'une planète formée par un type qu'on n'a jamais vu et qu'on ne verra jamais.** Il nous présente un paradis perdu réservé à une espèce animale qui se dit homo sapiens et qui n'a pourtant d'existence que depuis 200 000 ans environ. Au [créationnisme](#), nous préférons l'[évolutionnisme](#), reposant sur des preuves multiples et concordantes. Quant à la destinée de l'univers, nous préférons de loin les explications de l'astrophysique à l'Armageddon prévu par la bible. Sans entrer dans les théories sur les multivers, il y a plusieurs scénarios* du destin de l'univers dont nous privilégions le premier.

Le scénario Big Crunch prévoit qu'à une phase d'expansion succède une phase de contraction. Celle-ci commence quand l'Univers a environ 60 milliards d'années (il en a un peu moins de 14 aujourd'hui), à un moment où toutes les étoiles de type solaire se sont transformées en naines blanches et toutes les étoiles massives en étoiles à neutrons ou en trous noirs. Au fur et à mesure que la matière se rapproche sous l'effet de la contraction, les trous noirs grossissent de plus en plus. La température moyenne du cosmos se réchauffe. Cent millions d'années avant la fin, l'Univers est mille fois plus petit qu'aujourd'hui et les galaxies fusionnent. Un mois avant la fin, c'est au tour des trous noirs de fusionner entre eux. A la fin, il ne reste plus que des quarks, des particules fondamentales, puis tout devient quantique. Ce modèle où l'Univers commence par un [Big Bang](#) et se termine par un Big Crunch a beaucoup plu il y a un siècle car certains imaginaient un « Univers phénix », cyclique, qui renaissait éventuellement de ses cendres... Mais c'est le seul scénario qui évite de se poser la question du début ultime d'un monde constitué d'énergie/matière.

Tout cela est fascinant, non seulement sur le plan scientifique mais aussi philosophique. On sait qu'on va vers la disparition totale et irrémédiable de l'humanité, cela devrait nous permettre de relativiser notre condition humaine. Notons surtout que c'est du très très long terme, envisager une époque où toute la vie sur Terre aura disparu depuis très très longtemps. À court terme, il va falloir déterminer comment les homo-sapiens qui peuplent cette minuscule planète terre vont arriver à (sur)vivre dans les 100 prochaines années sans s'entre-tuer pour accéder à l'eau, aux terres arables et aux matières premières qui vont se raréfier. Des milliards d'années pour les astrophysiciens, la faim de l'humanité d'ici la fin de siècle, les élections l'année prochaine pour les politiques, la fin de mois pour beaucoup, l'horizon n'est pas le même pour tous ! Le principal, c'est ce que chacun de nous fait de son instant présent, boursoufflé d'égoïsme ou œuvrant pour le bien-être collectif...

* Selon [Jean-Pierre Luminet](#), Directeur de recherche du CNRS au Laboratoire d'astrophysique de Marseille, il y a actuellement trois scénarios d'évolution de l'Univers. Le premier, c'est celui de l'« Univers fermé » (Big Crunch), le deuxième, celui de l'« Univers ouvert décéléré » (Big Chill) et le troisième, celui de l'« Univers ouvert accéléré » (Big Rip). Chaque scénario dépend des paramètres fondamentaux de l'Univers, à savoir, essentiellement, la répartition de la matière et de l'énergie.

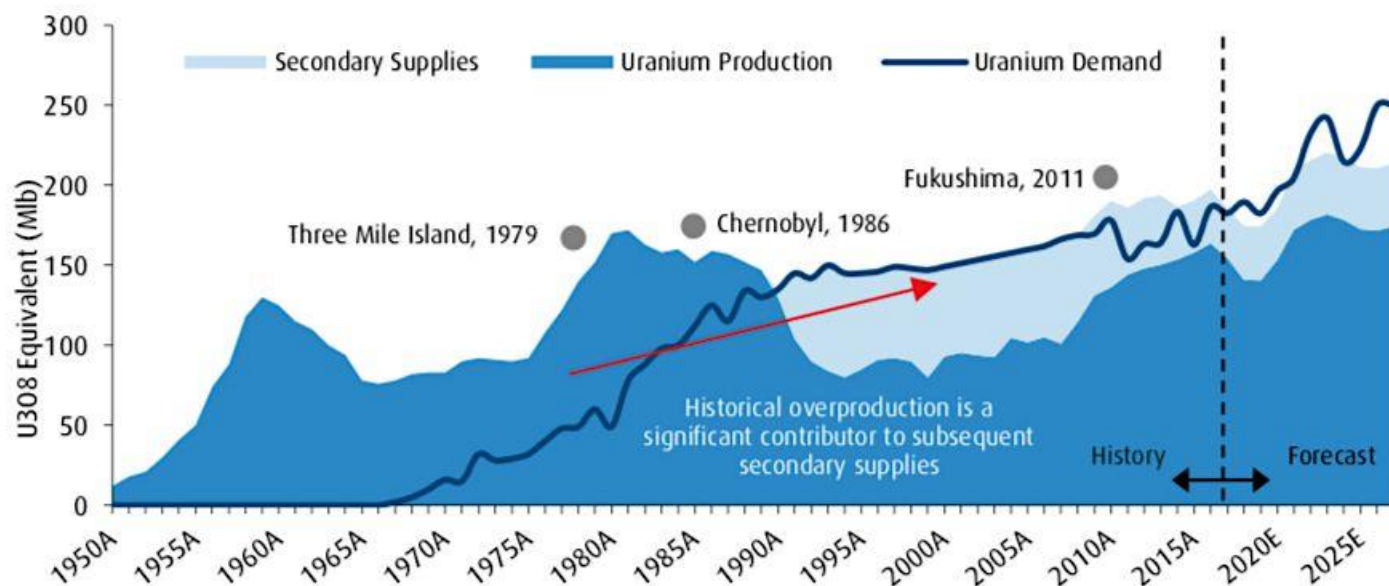
▲ RETOUR ▲

[.USA ET NUCLÉAIRE](#)

22 Avril 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

De fait on risque d'assister à une autre phase de désarmement nucléaire, côté USA. Plusieurs paramètres rentrent en ligne de compte.

Historical and Future Uranium Supply/Demand (Mlb U₃O₈)



Source: BMO Capital Markets, WNA UxC

D'abord, on voulait moderniser [l'arsenal nucléaire](#), qui devient obsolète. Ou qui l'est déjà. Mais que les USA visiblement, n'ont pas les moyens [de remettre à niveau](#).

"Répondant aux questions de la sénatrice Deb Fischer, il a noté que la Russie et la Chine disposaient de capacités importantes dans leurs complexes d'armes nucléaires pour produire plus d'ogives, alors que les États-Unis étaient «à peine capables à l'heure actuelle de prolonger la vie de [leurs] armes»."

De fait, on peut se poser la question, là aussi, de la corruption. Les USA peuvent mettre beaucoup d'argent sur la table, mais visiblement, les compétences défaillent. Comme pour le F35. Et rajouter un peu plus d'argent fait encore défaillir les compétences.

Donc, on peut se draper dans sa vertu et enfourner l'uranium dans les centrales nucléaires (après retraitement), parce que, visiblement, la demande risque d'être supérieure à l'offre, surtout dans nos temps dégénérés de zéro stocks.

Le nucléaire civil, lui, n'est simplement plus compétitif économiquement parlant. La production d'uranium est déficitaire et à recommencer à plonger, faute de prix. Le "miracle Kazakh", n'a aucune chance de se reproduire.

Le plus logique de l'évolution, c'est de fermer progressivement les centrales aux USA, d'abandonner la modernisation des armes nucléaires, recycler le combustible et le brûler. Il est à noter que la [production d'uranium US](#) vient de tomber à [quasiment zéro](#). Le seul fournisseur sûr est le Canada, le reste vient de [Russie](#) et de [l'ex-union soviétique](#).

Joe-le-débris veut diviser les émissions de gaz par deux ? C'est donc diviser le PIB par deux, avec un zeste de gain d'efficacité.

▲ RETOUR ▲

.PELE MELE DU 22/04/2021

- [Joe-le-débris](#) veut reconnaître le génocide arménien. Comme habileté diplomatique, il peut se broser le veston. Il y a certainement dans sa "team", un arménien, noir, homo, bi ou transsexuel.

- Bruxelles s'essuie les pieds sur les [lourdingues baltes](#). On veut les faire travailler jusqu'à 72 ans. Quitte à faire des Zéconomies, [on pourrait pas organiser un suicide collectif dans la bureaucratie européenne](#) ???

- [Peugeot](#), pardon, "Stellantis" (il fallait se lever tôt pour trouver un nom aussi con), revient aux compteurs à cadran. Excellente image du déclin post pétrolier. Bientôt le réveil à remontoir chez nous ? Il y en a que ça fatiguait... On pourrait même inventer une voiture sans électronique. Je sais, je déconne, c'était l'apéro.

- Déluge de [dépôts de bilan](#) en Europe.

- L'IATA est "optimiste" : [Pertes nettes](#) de 47.7 milliards en 2021 (marge bénéficiaire nette de -10,4%), en amélioration par rapport à la perte nette estimée à 126,4 milliards de dollars en 2020. On espère retrouver un niveau d'activité égal à 43 % de l'activité de 2019... Sans commentaires. Là aussi, s'ils s'hasardent à dire la vérité, ce sera une prophétie auto-réalisatrice.

- Rubrique de [Paul Craig Roberts](#) sur le scandaleux procès Derek Chauvin... Mais aussi, appréciation générale :

Les États-Unis ont maintenant les caractéristiques des régimes totalitaires du XXème siècle qu'ils ont combattus. Le gouverneur de New York est en train d'établir l'odieux passeport intérieur soviétique qui interdit la liberté de mouvement, et le régime illégitime de Biden travaille avec des entreprises privées pour créer un passeport intérieur national. Les élections américaines n'ont pas plus de valeur que celles de l'Union Soviétique. Comme le disait Staline, c'est celui qui compte les voix qui importe. La politique extérieure de Washington est plus agressive et sanguinaire que celle du IIIème Reich . Les simulacres de procès de l'ère soviétique sont maintenant la forme normale de la « justice » américaine.

- [Comparaison générale](#) de la pandémie sur la France, le Maroc et le Sénégal. [A mourir de rire](#).

- [Alarmisme climatique](#). USA et "Europe", ont retirés 38 GW de puissance électrique au charbon, contrebalancé par 38 GW créée en Chine. On oublie simplement de dire que 38 GW en plus, sans charbon en plus, ça ne sert à rien.

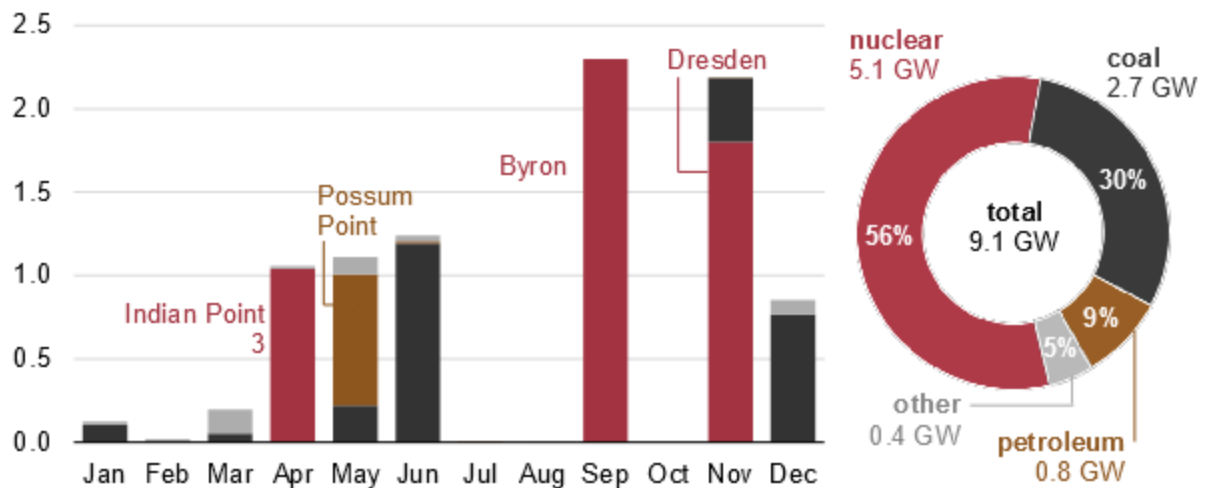
- [Joe-le-débris](#) veut réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre. [Louable](#), mais pour quel motif ? La déplétion pétrolière, gazière, uranifère et charbonnière ? Comme on n'explique pas la cause, les sacrifiés, à vue de nez 50 % de la population, risquent de se retrouver chez Trump. En réalité, Joe-le-débris reconnaît [l'effondrement économique](#).

.DÉCLASSEMENTS AUX USA

... Des capacités de production électrique, [notamment nucléaire](#). Vlan, cinq centrales dans les dents.

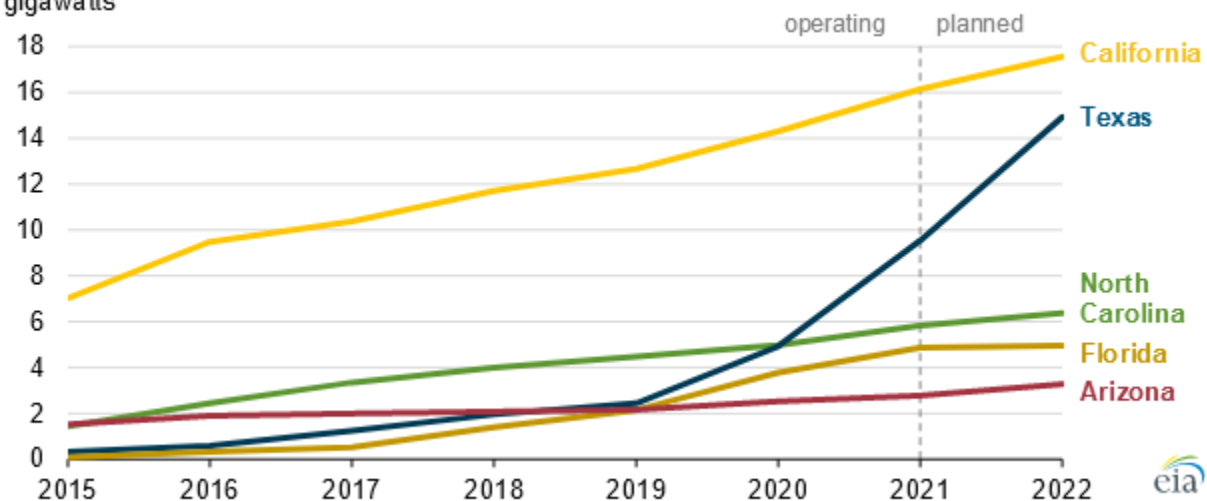
Visiblement, il va y avoir une pose dans le démantèlement des centrales à charbon.

Planned U.S. electric generating capacity retirements (2021)
gigawatts (GW)



Paradoxalement, on n'a jamais fermé autant de centrales à charbon que sous Trump, et il y a pose sous Biden, par contre, le nucléaire, bien que pouvant [fonctionner 60 ans](#), est arrêté avant.

Utility-scale solar capacity, top five states as of 2020 (2015–2022)
gigawatts



5 réacteurs nucléaires sont fermés en 2021. Problèmes de combustible ??? Prix trop bas du combustible, qui ruinent les exploitants de mines, impossibilité de monter encore plus le prix de l'électricité. La tenaille parfaite.
L'Illinois ruiné, s'est sans doute fait trop tirer l'oreille pour les subventions qui étaient demandées.

[Le Texas](#) lui, va rejoindre la Californie dans l'envol du solaire-éolien.

.CHANGEMENT DE PARADIGME ?

Je pense que par rapport à l'Heartland de Mackinder, **il y a un profond changement de paradigme, axé sur la déplétion.**

Comme l'avait dit un lecteur, la Russie a déjà gagné la guerre, et réagit en Russe, ou comme disait César, en

germain. Les germains considéraient un peuple comme prestigieux s'il avait pu créer des vastes étendues désertiques autour de lui. Désertique au sens de vide d'hommes, ce qui le protégeait des agressions inattendues. Une grande armée dans un pays vide meurt vite de faim, une petite est battue. Ce qui fut le cas en Ecosse et en Germanie pour les romains, et la grande armée traversait des pays ruinés, et si le capitaine Coignet se vantait d'être un dénicheur émérite de caches de nourritures, il passait quand même à côté de 90 % de celles-ci.

La Russie a gagné la guerre, parce que pour les ressources naturelles elle est encore autosuffisante pour longtemps, mais pas au point de pouvoir alimenter tout le monde.

Elle souffre d'une densité de population insuffisante et peut absorber les 20 millions de russes de l'extérieur, et laisser bien des pays dépérir, à l'exception de la Biélorussie, stratégique comme la Crimée.

Quelque 20 millions de Russes sont dispersés dans le monde et, à mesure que le monde extérieur à la Russie s'enfonce dans la pénurie de ressources, ils voudront eux aussi rentrer chez eux. S'ils sont actuellement réticents à le faire, le fait de voir l'exemple positif de la façon dont les personnes évacuées du Donbass sont traitées pourrait les faire changer d'avis.

Au niveau mondial, le reste est dans la situation suivante :

"Concrètement, quels sont les secteurs de l'économie concernés par la redirection écologique aujourd'hui ?

D. L. , A. M. , E. B. : Le pneu. La voiture à énergie fossile. L'aviation traditionnelle. Une grande partie de objets connectés, smartphones et ordinateurs. Pour l'envisager nous nous appuyons sur l'idée de « **technologie zombie** » qui a été forgée par le physicien José Halloy. Les « technologies zombies » sont celles que l'on essaye de maintenir vivantes le plus possible, parce qu'elles génèrent de la croissance économique et de la rentabilité financière à grande échelle. Pourtant, d'un point de vue des limites planétaires et de la disponibilité des ressources, elles sont condamnées."

On peut se marrer avec le terme "direction écologique", alors qu'on tombe simplement en panne d'essence et qu'il n'y a pas de station-service ouverte ou simplement existante. Et il n'y a même plus d'essence...

Aujourd'hui, certaines entreprises mettent en place des **modèles d'affaire dits « stationnaires »** (*steady-state business models*), c'est-à-dire des modèles à croissance nulle. **Le but n'est pas de faire de la rentabilité mais de générer la même activité d'année en année.**

Cela s'appelle simplement de la résilience, et le sens des réalités. Pourquoi vouloir plus si ce qu'on a est suffisant ?

Aux USA, **Joe-le-débris** veut rebâtir, après que lui et ses copains aient mis les bâtons dans les roues de Trump :

Tout d'abord, le racket de l'automobile de masse s'effondre davantage sur son modèle financier que sur le fait que les voitures fonctionnent à l'essence ou à l'électricité.

Deuxièmement, le réseau électrique américain décrépit ne peut pas répondre aux besoins de recharge d'un parc automobile électrique aussi gigantesque (et la réparation du réseau à elle seule représenterait un projet de 1000 milliards de dollars).

Bien sûr, toute cette initiative est au service de la préservation d'un ensemble de modes de vie en voie d'obsolescence, à savoir les banlieues. L'investissement précédent, représenté par tous les lotissements, les

bandes d'autoroutes commerciales, les centres commerciaux, les parcs de bureaux et les autoroutes, a été le moteur de l'économie américaine depuis la Seconde Guerre mondiale. Il est compréhensible que nous cherchions désespérément à maintenir tout cela en état de marche et à réparer les pièces qui s'écroulent, car c'est là que nous avons placé la majeure partie de notre richesse nationale. C'est tout le rêve américain en un seul paquet. Et cela semblait être une bonne idée à l'époque, dans un pays aussi grand, avec autant de terres bon marché et tout ce pétrole.

Les prometteurs de lune sont plus attractifs que ceux qui promettent des efforts. Et tout bonnement, certains sont incapables de concevoir un changement de vie quotidienne sans le prendre D'ABORD en pleine gueule. En même temps, pour certains, les efforts, ça rime toujours avec financier, alors que là on est dans le dur et le réel.

En plus, on a pris de très mauvaises habitudes. Exemple du métro de New York. 3 miles, 6 milliards, deux milliards le mile. Ailleurs, c'est 350 millions le mile. C'est le simple reflet des coûts des sociétés : Le budget d'une personne, c'est à 40 % le logement (10 % en Chine), enseignement public et santé peu coûteux, vous avez une économie à faible coût. Celle des occidentaux en 1970. Avant le passage en France de Babar, qui trompait énormément et qui disait que "l'immobilier n'était pas assez cher".

On a une opposition claire, ici, entre les occidentaux avec leur finance, 40 % de PIB aux USA, et qui ne produisent plus grand chose, et l'île continentale de la résistance, à l'économie "attardée", c'est à dire productive, et disposant de ressources énergétiques encore suffisantes pour leurs besoins...

On ne mange pas les billets. Encore moins la monnaie virtuelle. La Russie n'attaque pas, elle se replie plutôt, mais peut-être se repliera-t-elle encore plus.

▲ RETOUR ▲



De vastes pans de l'Amérique sont désormais plongés dans un état de profond désespoir économique

18 avril 2021 par Michael Snyder

Même si le marché boursier est en plein essor et que les médias d'entreprise ne cessent de parler de "reprise", il existe de nombreuses communautés aux États-Unis où une atmosphère permanente de désespoir semble planer dans l'air. Le gouvernement fédéral nous donne des chiffres trafiqués qui montrent que le taux de chômage

national est faible, mais dans les petites villes du pays, il semble que presque tout le monde soit au chômage ou occupe des emplois extrêmement mal payés. Au début du mois, USA Today a fait le portrait d'une de ces villes. Avant même l'arrivée de la pandémie de COVID, la petite ville d'Ogdensburg, dans l'État de New York, connaissait déjà de grandes difficultés, mais aujourd'hui, les conditions économiques sont devenues extrêmement désastreuses...

Ogdensburg est minuscule et désespérément pauvre, elle subit donc ces tendances nationales sous une forme concentrée. La maison médiane de cette ville de 10 000 habitants se vend 68 000 dollars, selon le recensement américain. La famille moyenne gagne 42 000 dollars par an et 2 300 habitants vivent sous le seuil de pauvreté fédéral, ce qui donne à Ogdensburg un taux de pauvreté supérieur de 75 % à celui du reste de l'État de New York.

Puis l'économie a fermé. Les gouvernements du Canada et des États-Unis ont tenté de limiter la propagation du COVID-19 en fermant la frontière internationale, y compris le pont suspendu incurvé entre Ogdensburg et Prescott, en Ontario. Dans le petit parc industriel à l'est de la ville, les quelques entrepôts restants et les usines appartenant à des Canadiens ont fermé leurs portes. L'hôpital d'Ogdensburg a mis 174 personnes au chômage technique. La plupart des restaurants et des épiceries sont restés ouverts, principalement en licenciant toutes les personnes qu'ils pouvaient.

Comme des millions d'autres Américains, la plupart des habitants d'Ogdensburg essaient simplement de trouver un moyen de survivre mois après mois.

Le fait que les investisseurs boursiers roulent sur des montagnes de cash n'a pas d'importance pour les citoyens d'Ogdensburg. À ce stade, le gouvernement de la ville est "presque en faillite", et la dernière récession économique a alimenté "un pic d'overdoses de narcotiques et de décès"...

L'effondrement économique a alimenté d'autres crises. L'administration de la ville d'Ogdensburg est presque en faillite, déclare le directeur municipal Stephen Jellie. Les magasins qui dépendent des clients qui traversent la frontière du Canada sont presque vides. La pandémie a entraîné la fermeture des groupes de 12 étapes dans toute la vallée du Saint-Laurent, ce qui a provoqué un pic des surdoses de stupéfiants et des décès.

Les difficultés d'Ogdensburg ont commencé 62 ans avant la pandémie, lorsque l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent a détruit le port de la ville. Aujourd'hui, la ville est confrontée à tant de problèmes simultanés qu'il est difficile pour ses habitants d'imaginer ce que signifie le mot "reprise".

Bien sûr, Ogdensburg est loin d'être seule.

Des articles similaires auraient pu être écrits sur des milliers d'autres villes d'un bout à l'autre du pays. Il y a tellement de souffrance économique en ce moment, et elle s'aggrave chaque mois qui passe.

En se rendant chaque jour au travail, le président de la Réserve fédérale Jerome Powell a une vue directe de la souffrance économique qu'il a contribué à causer. À deux pâtés de maisons de son bureau, un village de tentes a été érigé et ne cesse de s'étendre...

En passant devant l'intersection de la 21e rue et de la rue E dans le nord-ouest de Washington, un homme de 68 ans regarde par la fenêtre, frappé par le campement de sans-abri qui est passé de 10 à 20 tentes l'année dernière. Puis 30. Maintenant 40.

Les personnes qui vivent dans ces tentes ne se doutent pas que leur village en plein essor empêche cet homme, le président de la Réserve fédérale Jerome Powell, de dormir la nuit, ni qu'il ne cesse de penser à eux lorsqu'il se rend à son bureau, deux rues plus au sud. Powell ne connaît pas non plus leurs noms ou leurs histoires. Mais ce qu'il a vu était clair. Un rappel viscéral de la reprise économique inégale. Juste là, dans

l'ombre de la Fed.

Powell semble bien savoir comment arroser les investisseurs boursiers de liquidités, mais il semble impuissant à faire quoi que ce soit contre les villes de tentes qui poussent comme des champignons dans tout le pays.

Malheureusement, la crise du logement dans ce pays ne va faire qu'empirer. Alors que les gouvernements étrangers, les sociétés d'investissement immobilier et les particuliers fortunés engloutissent les propriétés à un rythme effréné, des millions et des millions d'Américains ordinaires sont exclus du marché.

C'est particulièrement vrai pour les jeunes adultes. À l'heure actuelle, ils sont plus nombreux que jamais à être retournés vivre chez leurs parents...

Le nombre d'adultes âgés de 18 à 34 ans qui vivent chez leurs parents continue d'augmenter pour atteindre des niveaux jamais vus depuis des décennies, selon Goldman Sachs, qui cite les données du Bureau du recensement des États-Unis, selon lesquelles un peu plus de 33 % d'entre eux sont retournés au nid.

Et si l'immobilier est en plein essor sur les principaux marchés, le pourcentage de jeunes adultes de la "génération boomerang" - qui quittent le nid familial pour y revenir des années plus tard - a plongé, car le chômage et les lourdes dettes d'études (auto-infligées) ont contraint de nombreux jeunes Américains à quitter le marché immobilier.

Mais au moins, les marchés financiers se portent bien, non ?

Si vous croyez que cette bulle financière est réelle, vous vous trompez vous-même. Elle ne va pas durer, mais la déchéance sociale qui se développe rapidement dans toute l'Amérique va durer.

Plus tôt dans la journée, je suis tombé sur un article qui affirmait que le "jeu du KO" était de retour à New York...

Des zones de la ville généralement considérées comme sûres, telles que Midtown Manhattan, Chelsea et le quartier verdoyant de l'Upper West Side, ont toutes été le théâtre d'agressions aléatoires au cours des derniers mois.

Certains décrivent ces agressions comme la preuve du retour de ce qu'on appelle le "knock-out game".

Et les troubles civils continuent de faire rage dans beaucoup de nos grandes villes, presque chaque nuit. En fait, les émeutiers de Portland ont mis le feu à un Apple Store dans la nuit de vendredi à samedi...

Malgré des avertissements préalables, les agents de la police de Portland n'ont pas pu empêcher une nouvelle nuit d'émeutes, d'incendies criminels et de tirs d'armes à feu par les Antifa. Les émeutiers ont allumé plusieurs feux et se sont engagés dans des fusillades en voiture.

Les émeutiers Antifa ont mis le feu à un Apple Store vendredi soir, lors de la troisième émeute déclarée en cinq jours. L'incendie était l'un des nombreux incendies que les policiers de Portland n'ont pu empêcher.

Ces émeutiers ne savaient-ils pas qu'Apple est une entreprise "réveillée" ?

Malheureusement, les personnes impliquées dans les émeutes, les pillages et les violences ne vont pas non plus vérifier si vous êtes "réveillé" ou non lorsqu'elles viendront dans votre quartier.

Comme je l'ai prévenu depuis très longtemps, les troubles civils aux États-Unis vont atteindre des niveaux absolument horribles.

Beaucoup de gens s'attendaient à ce que les troubles civils disparaissent une fois que Joe Biden serait à la Maison Blanche, mais ce n'est pas le cas.

Au fur et à mesure que les conditions économiques se détériorent, les gens vont devenir encore plus furieux, et le reste du monde va regarder avec grand intérêt les villes américaines brûler.

▲ RETOUR ▲

« Des sous, des sous, crient Draghi et Macron en cœur !! »

par [Charles Sannat](#) | 23 Avril 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Il est des informations, qu'il est toujours cruel mais important, de mettre en relation et en lien ce que je vais m'amuser à faire aujourd'hui.

Allemagne : la Cour constitutionnelle dit oui au plan de relance européen

C'est le titre de cette dépêche de l'AFP ([source euronews ici](#)) qui explique par le menu dans un beau communiqué de victoire européiste que la Cour constitutionnelle dit oui au plan de relance européen..

« Oui mais » aurait été plus juste, puisque la Cour allemande va continuer son examen sur le fonds et explique juste que : « *un examen sommaire ne révèle pas une forte probabilité de violation* » de la loi fondamentale, *explique dans sa décision la plus haute juridiction du pays, qui avait bloqué fin mars le processus de ratification en Allemagne* ».

Et l'AFP de préciser dans sa dépêche que « *elle poursuivra son examen sur le fond mais rejette la demande de suspension en urgence, estimant que « les inconvénients » d'un retard de ratification l'emportent sur toute autre considération* ».

« *Un retard de l'entrée en vigueur « compromettrait l'objectif de politique économique » et « les inconvénients pourraient s'avérer irréversibles » étant donné l'urgence de la relance face à la pandémie de Covid-19, détaillent les magistrats* ».

Pour les juges allemands, **mieux vaut financer d'abord et réfléchir après.**

Ce n'est évidemment pas une mauvaise analyse des choses, car sans plan de relance ou avec un rejet allemand de ce plan, ce serait directement la mise à feu à la poudrière européenne.

Du coup, l'argent va couler à flots, enfin façon de parler !

Du coup, du côté des cigales, on ne cache pas sa joie ni son besoin de sous.

Des sous, on veut des sous, et vite !

Plan de relance de l'UE : Macron et Draghi s'impatientent

Ça c'est le titre d'un article d'Euractiv.fr ([source ici](#)) très europhile site s'il en est.

« Emmanuel Macron et le chef du gouvernement italien Mario Draghi ont partagé mercredi soir (21 avril), dans un entretien téléphonique, « la même volonté de voir rapidement se conclure la ratification du **plan de relance** européen », a indiqué l'Élysée.

Ce plan de 750 milliards d'euros n'est ratifié pour l'instant que par 17 pays sur 27, ce qui empêche de débloquer les fonds. Un obstacle a été levé ce mercredi (21 avril) à la ratification de l'Allemagne, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe ayant donné son feu vert en rejetant un recours qui contestait le mécanisme inédit de dette commune.

Ce fonds repose sur un mécanisme sans précédent de dette commune à tous les États membres et une partie de l'argent sera octroyée sous forme de subventions directes (312,5 milliards).

Il doit notamment allouer à la France 40 milliards d'euros – sur 100 milliards du plan français de relance – et 191 milliards à l'Italie, principal bénéficiaire et dont la relance doit être principalement financée par cet apport ».

Des sous.

Nous voulons des sous.

Bon, pour avoir droit à ces sous, il y aura un prix à payer.

Celui de passer sous les fourches caudines de la Commission Européenne et de ses « aimables » camarades commissaires, qui n'ont jamais été élus par qui que ce soit.

« La plupart des pays soumettront leur plan d'ici fin avril. La Commission aura deux mois pour donner son feu vert, puis le Conseil, représentant les États membres, disposera d'un mois pour le valider.

Un premier versement était censé arriver en juillet mais la lenteur des ratifications risque d'entraîner des retards de plusieurs mois, selon une source gouvernementale française ».

Et oui, l'Europe est toujours à la traîne.

C'est lent.

C'est inefficace, c'est toujours trop peu, bien trop tard, et toujours anti-démocratique.

Vous remarquerez qu'il n'y a aucun débat en France sur la manière de dépenser l'argent.

Aucun débat sur les réformes imposées par Bruxelles en échange d'un plan d'aide dont nous n'avons strictement pas besoin puisque nous sommes capables tout seuls de faire les déficits budgétaires que nous souhaitons !!!

Nous avons déjà dépensé plus de 420 milliards d'euros.

Alors pourquoi, attendre les pauvres 40 milliards de l'Europe qui exigera de nous des contreparties ?
Un débat national serait sacrément éclairant sur la réalité européenne.
Une réalité profondément anti-démocratique.

Il faut combattre politiquement cette Europe de Bruxelles.
Sans relâche.
Sans cesse.

Vous n'aurez pas de débat.

Parce que la vérité c'est que ces aides seront conditionnées à des politiques économiques qui vont aller à l'encontre des intérêts de notre population unie aussi bien dans sa diversité... que dans la pauvreté imposée par Bruxelles.

Restez à l'écoute. Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Passionnante Tribune. « L'écologie politique conduit à une catastrophe environnementale »



« L'écologie politique conduit à une catastrophe environnementale »

« Pour Jean-Loup Bonnamy, l'écologie politique prônée et menée par certaines classes favorisées, est en réalité nocive pour l'environnement et aggrave le rejet de CO2. Une politique ambitieuse de préservation de l'environnement doit être ancrée sur des réalités et pas des principes idéologiques ou affectifs, expose-t-il ».

Pour ceux qui comme moi pensent que l'écologie est un sujet majeur, bien trop important pour qu'on le laisse aux mains d'écologistes illuminés et trop souvent extrémistes et sans nuance, des idéologues se transformant en très dangereux Khmers verts, alors cette Tribune du Figaro vous alimentera intellectuellement grandement.

C'est un peu long à lire, mais c'est riche, utile, et pertinent.

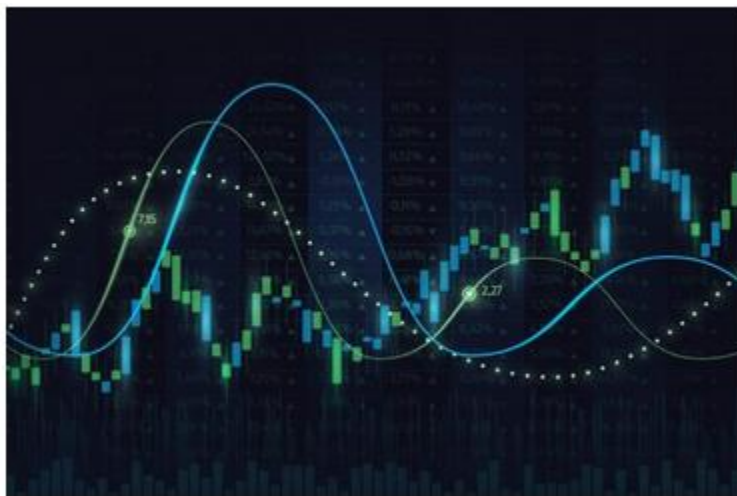
Charles SANNAT A lire la suite sur le site du Figaro.fr [ici](#)

▲ RETOUR ▲

Marchés : un retournement de long terme est possible

rédigé par [Bruno Bertez](#) 23 avril 2021

Les marchés frôlent des sommets – mais il ne faut pas confondre la spéculation qui les anime avec le véritable investissement et des fondamentaux solides. Or les choses sont en train de bouger... et un retournement n'est pas à exclure.



Les marchés financiers vivent sous le régime de la spéculation. Ils ne vivent pas sous le régime de l'investissement.

La spéculation se détermine [en fonction de l'anchoring](#) – c'est-à-dire la comparaison avec ce qui a été hier, ce qui est aujourd'hui... et si elle prévoit une amélioration, la spéculation achète.

L'investissement se détermine en fonction des valorisations et se pose la question de savoir combien l'investissement va rapporter sur sa durée de vie prévue.

Ce sont pour ainsi dire deux actions disjointes.

Il suffit que cela aille mieux pour avoir envie de spéculer... mais il ne suffit pas que les choses aillent mieux pour investir – il faut surtout que les niveaux de prix soient attrayants.

Ceci étant posé, je vous rappelle [ce texte écrit en décembre 2020](#) ; je suis heureux de constater qu'il a fait mouche. Mais je tiens à préciser que cette position se rapporte à la spéculation, pas à l'investissement.

Pas de rentabilité avant 10 ans

Je maintiens qu'investir aujourd'hui c'est l'équivalent d'accepter de ne [pas avoir de rentabilité à horizon de 10 ou 12 ans](#) et accepter de subir entre temps des corrections profondes et brutales.

En fait, tout en ayant toujours considéré que les marchés financiers étaient haussiers depuis mars 2009, j'ai cessé de les conseiller en investissement, sans les faire vendre bien sûr, en 2019.

J'ai considéré que nous étions hors de l'épure et qu'il n'était plus possible de justifier rationnellement une attitude d'investisseur et je continue de le penser.

Cela ne m'empêche pas de m'abstenir de conseiller de réaliser ses profits et de liquider son portefeuille.

De temps à autre, je signale qu'une fenêtre de vulnérabilité s'ouvre sur les marchés, mais elle ne s'ouvre jamais de façon suffisamment large pour inciter à dégager en panique.

Ma conviction profonde est qu'il faudra avoir les nerfs de rester investi, si on a eu la chance de le faire en mars 2009, mais que le régime change peu à peu.

Un retournement fondamental de long terme est possible, sinon probable.

Nous étions sous un régime purement monétaire jusqu'en 2020, ce qui était favorable aux actifs financiers, mais nous basculons vers un système mixte, à la fois monétaire et fiscal – et ceci peut changer la donne, en particulier sur **l'inflation** et **les taux d'intérêt**.

▲ RETOUR ▲

.La France, absente de tout ce qui marche

rédigé par [Bruno Bertez](#) 22 avril 2021

Le système français, en bout de course, s'est mué en mal français – et les solutions proposées par Emmanuel Macron et ses conseillers ne mèneront à rien, au mieux... et, au pire, à un pays encore plus éclaté et divisé.



Il semble évident que la France a [un problème de dépenses sociales](#), et ce n'est pas le seul problème puisque la dépense publique totale s'élève à 58% du PIB. La pression fiscale en France est de 48,4% et non de 46% comme on le dit.

La France n'est ni libérale ni néo-libérale, c'est un système bancal où la liberté du marché est réduite à un croupion. Les ajustements, bloqués par des rigidités largement enracinées, sont imposés à une seule partie de la société, ce qui rend les sacrifices trop lourds et disproportionnés.

La France a vécu sur et dans un système qu'elle n'a plus les moyens de se payer. Elle s'est interdit de poursuivre dans cette voie à deux niveaux :

- l'ouverture mondiale qui impose la compétitivité ;
- l'intégration européenne qui impose à la fois la stabilité du change, la stabilité des prix et le plafonnement des dettes.

Les frais généraux hypertrophiés de la nation, une administration pléthorique, le boulet du stock de dettes, une charge démesurée de répartition sociale... Tout cela concourt à peser sur le taux de profitabilité du capital, lequel taux est bien sûr très inférieur à celui des Etats-Unis, mais aussi à celui de l'Allemagne.

La faible profitabilité du capital est aggravée par la masse énorme de capital non productif, fictif, de poids mort qui plombe le pays ; il s'y ajoute un secteur des services parasite qui draine le surproduit.

Un pays et un système en bout de course

Dans ces conditions le capital voit peu d'occasion d'investir productivement ; nous sommes absents de tout ce qui marche. Le capital fait la grève, il se vend à l'étranger, il se loge dans les activités stériles – et le cercle du mal français devient vicieux.

Tous ces chiffres attestent d'un pays et d'un système qui sont en bout de course. On a fait le tour aussi bien de ce système que des expédients pour le financer – puisqu'étant soumis aux contraintes de l'Union européenne, le recours à l'inflation et à la dette est maintenant difficile.

La France a choisi de se battre sur le ring mondial des poids lourds alors qu'elle n'est que poids moyen... et elle a choisi de s'arrimer à l'Allemagne sans en avoir la spécialisation économique.

Emmanuel Macron a certainement une conscience claire de tout cela – et si lui ne l'a pas, ses conseillers l'ont.

Le problème, c'est son biais idéologique et sa légitimité partielle. Macron « pense BlackRock » – et ce n'est pas une plaisanterie, c'est un mode de pensée. Très différent du mode de pensée rhénan, par exemple.

Alors que le diagnostic doit être un diagnostic global, un diagnostic « du tout », un diagnostic national, notre Macron ne voit que des solutions partielles, des solutions de classe.

Elles consistent à financiariser la France, à l'anglo-saxonner, à hausser considérablement le taux d'exploitation de la main d'œuvre, à reprendre les avantages acquis, à laminer les gains sociaux et à standardiser/banaliser la société française.

Ce faisant, il fracasse le consensus social déjà fragilisé par des décennies de communo-socialisme. Il brise les solidarités, il pulvérise nos arrangements politiques et il révèle toute la pourriture cachée du système. Il s'installe dans le cynisme.

Les solutions qu'il impose en voulant « montrer qu'il en a » et qu'il ne cédera pas, ces solutions, même si elles passent, seront des victoires à la Pyrrhus : [le pays sera ingouvernable](#), déchiré, éclaté, les impulsions ne seront pas transmises. Les déficits économiques et financiers seront remplacés par les déficits sociaux, par le populisme.

Macron creuse le déficit social

Les coûts imposés par les dysfonctionnements seront considérables. La France sera noyée par les dépenses de tentative de reproduction et de maintien « pacifique » de son système.

Il n'est de solution au mal français que du tout.

Pourquoi ? Parce qu'avec les solutions partielles, les solutions de classe, les gains que l'on fait d'un côté sont reperdus ailleurs. Tout système engendre à la fois des charges/dépenses pour tourner et des charges/dépenses pour se reproduire, pour se maintenir.

Macron réussira peut-être à faire mieux tourner le système, mais celui-ci ne pourra se reproduire, il se fissurera, il s'enfoncera dans le clivage. Les laissés-pour-compte le seront de plus en plus et ce que l'on gagnera en économie, on le perdra en politique et en social.

La seule solution adaptée et éthique est celle qui, fondée sur une approche globale, nationale, propose un nouveau pacte social, un pacte dans lequel les intérêts et la dignité de tous sont restaurés.

La France, un pays asphyxié, en bout de course.

▲ RETOUR ▲

.Confessions d'un prophète de malheur

Bill Bonner | 21 avril 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Un cher lecteur nous écrit pour nous dire que nous avons tort.

"Ce que ces prophètes de l'apocalypse comme Bonner n'expliquent pas, c'est l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement d'aujourd'hui qui peut produire rapidement des biens et des services pour répondre à la demande. Le marché continue de rugir face à ses diatribes quotidiennes. Si nous comptons les points, nous dirions : Fed : 40 ; Bonner : 0. J'aime bien lire ses chroniques car je les trouve très divertissantes."

- Mike C.

Et oui, bien sûr, nous avons tort sur un grand nombre de choses. Cela s'explique en partie par le fait que les chances de réussite sont très défavorables.

Si nous disons "*Le marché obligataire a atteint son point culminant le 4 août 2020*" (ce que nous pensons), nous supposons qu'il n'ira pas plus haut et n'atteindra pas son point culminant pendant l'un des 365 jours de cette année.

Et maintenant, dans notre répétition constante de la prévision "*le ciel nous tombe sur la tête*", nous nous tromperons à nouveau... jusqu'à ce que cela nous frappe finalement à la tête.

Quand est-ce que ce sera ? Eh bien, nous ne le savons pas. Cela pourrait commencer n'importe quel jour maintenant... ou pas.

En attendant, la Réserve fédérale aura raison... et nous aurons l'air d'un idiot.

Leçon apprise

Aujourd'hui, nous entrons dans le confessionnal. Et commençons par avertir les nouveaux lecteurs qu'ils ne

doivent jamais prêter attention à nos suggestions boursières.

Les actions cotées en bourse ne nous intéressent pas ; nous ne faisons pas de recherches sérieuses à leur sujet.

Et les rares fois où nous commentons une entreprise en particulier, nous avons autant de chances d'avoir tort que de raison.

(Divulgateur complète : nous possédons des actions ! Elles sont gérées pour nous par notre vieil ami de confiance, Chris Mayer).

Cette semaine, on nous a rappelé qu'il y a quelques mois, dans cet espace, nous nous sommes moqués des investisseurs qui achetaient Hertz (HTZGQ).

La société avait fait faillite. Mais d'une manière ou d'une autre, elle avait trouvé grâce aux yeux des jeunes traders qui passent leur temps à discuter de ce genre de choses. Ils étaient si impatients d'acheter des actions que la société - alors en faillite - a décidé d'émettre de nouvelles actions.

Cela aurait été une première dans l'histoire de la finance... si la Securities and Exchange Commission (SEC) américaine n'y avait mis un terme.

"Quand on est jeune... amoureux... en guerre... ou dans une bulle..." concluons-nous, *"on n'a pas le temps de réfléchir correctement, ni même de réfléchir tout court"*.

Eh bien, vous ne savez pas... nous sommes dans une bulle. Le marché des voitures d'occasion s'est redressé... et Hertz, telle une belle endormie embrassée par ses prétendants, est revenue à la vie. La société est de retour dans les affaires.

Il s'est avéré que les petits génies avaient raison. Nous avons eu tort.

Nous ne tirons aucune leçon de l'histoire de Hertz, sinon qu'il y a beaucoup de choses sur lesquelles on peut se tromper. Nous nous frayons un chemin à travers elles, lentement.

Une leçon coûteuse

Prenez Amazon (AMZN), par exemple... s'il vous plaît.

L'une des choses les plus spectaculaires sur lesquelles nous nous sommes trompés est la création de Jeff Bezos. Lorsqu'elle est sortie - c'était il y a plus de 20 ans - nous l'avons appelée *"La rivière sans retour"*. Le titre était astucieux. Mais la prédiction était mauvaise.

La stratégie commerciale d'Amazon était une formule classique d'échec. La société a tellement réduit ses marges qu'elle a perdu de l'argent sur chaque vente. Puis, elle a cherché à compenser les pertes en augmentant le volume.

Nous pensions que cela ne marcherait jamais.

Et ça n'a jamais vraiment marché. Le commerce de détail d'Amazon n'a jamais gagné assez d'argent pour justifier l'énorme "investissement" (pertes) nécessaire pour atteindre sa taille actuelle.

Son activité principale est donc toujours une rivière sans retour, qui ne vaut pas une fraction de son prix de marché actuel.

Mais comment pouvions-nous savoir qu'un virus allait arriver... pour que les gens restent chez eux et soient presque obligés de commander chez amazon.com ?

Boom ! Les ventes nettes d'Amazon ont augmenté de plus de 100 milliards de dollars l'année dernière.

Et comment pouvions-nous savoir que ses énormes besoins en traitement de données l'amèneraient à se lancer dans un tout nouveau secteur d'activité qui serait si rentable ?

Oui, le secteur de l'informatique en nuage. C'est là que se trouve l'argent. Amazon Web Services (AWS) représente un peu plus de 10 % des ventes de la société... mais plus de 60 % de ses bénéfices.

AMZN a donné à nos chers lecteurs leur première grande opportunité de s'enrichir. Ceux qui ont été assez malins pour ignorer nos conseils auraient pu acheter l'action pour moins de 50 dollars. Aujourd'hui, ajusté au fractionnement, il dépasse les 3 000 dollars, ce qui donne à l'entreprise une valeur marchande d'environ 1,7 trillion de dollars.

Jeff Bezos s'est tellement enrichi qu'il pourrait traverser le divorce le plus cher de l'histoire et conserver une valeur nette estimée à près de 200 milliards de dollars.

Approche mécaniste

Revenons donc à la Réserve fédérale, qui est clairement en avance sur nous - comme nous le dit notre cher lecteur - sur des points.

Là - sur la grande image, la vue macro - nous faisons attention. Et peut-être que là, nous sommes moins idiots qu'il n'y paraît.

Nous avons une vision "moraliste". C'est-à-dire que nous supposons que si nous laissons la vaisselle non lavée, tôt ou tard, elle attirera les cafards. Mais, bien sûr, cela peut arriver à tout moment.

Presque tous les autres observateurs utilisent aujourd'hui une approche plus mécaniste.

Ils pensent que l'on peut comprendre une économie - et être capable de prédire ses prochains mouvements - en regardant les cadrans et les instruments, comme si l'on pilotait un avion.

Vous perdez de l'altitude ? Donnez plus de gaz à la machine !

Le problème avec l'approche mécaniste est qu'une économie n'est pas une machine. C'est plutôt un être vivant... infiniment complexe, avec des objectifs et des préjugés que nous ne pouvons pas connaître.

Quant au réglage de l'accélérateur, oubliez-le. Vous ne pouvez pas tracer une route... ou déterminer la bonne vitesse ou altitude... parce que vous ne savez jamais où vous allez. Vous ne le saurez que lorsque vous y serez.

Et vous ne savez pas comment piloter un avion, de toute façon.

L'approche moraliste

Mais le "moraliste" a toujours tort... avant d'avoir raison. Il remarque quand les choses ne vont pas dans le bon sens. Mais il n'a aucun moyen de savoir quand et comment elles vont se remettre en place.

C'est ce qui s'est passé en 2000 et à nouveau en 2008.

À chaque fois, le marché boursier était en plein boom et les mécaniciens proclamaient une nouvelle ère.

Les moralistes l'ont nié. "*Comment les investisseurs pourraient-ils gagner de l'argent avec des entreprises non rentables ?*" se demandaient-ils en 1999.

Huit ans plus tard, ils voulaient savoir comment les gens pouvaient s'enrichir en "retirant du capital" de leur propre maison.

Dans les deux cas, les prophètes de malheur (nous y compris) sont arrivés bien trop tôt, anticipant les krachs des années avant qu'ils ne se produisent.

Puis, lorsque les crises sont arrivées, la Fed a donné un coup d'accélérateur à l'avion en "imprimant" des quantités record d'argent frais. Les mécaniciens ont vu une reprise. Les moralistes ont vu plus de problèmes à venir.

Et maintenant, dans le cadre de la plus grande impression d'argent de l'histoire des États-Unis, nous, les prophètes de malheur, voyons une autre calamité arriver - la troisième crise majeure du 21^e siècle.

Aurons-nous raison ou tort ?

Une mauvaise fin

La Fed a déclenché un boom. Tout s'envole dans les airs. Le mécanicien voit les ventes augmenter... le chômage baisser... les actions frôler des sommets.

Même les choses sans valeur apparente - NFTs, entreprises perdant de l'argent, Dogecoin - peuvent valoir des milliards. Le Dogecoin, créé comme une blague en 2013, vaudrait aujourd'hui 42 milliards de dollars... soit à peine moins que Hewlett-Packard, par exemple.

Nous essayons de ne pas prétendre savoir ce que nous ne savons pas. Et nous n'avons aucune idée de la raison pour laquelle le Dogecoin vaut plus que HP.

Mais nous pensons que ce boom va mal se terminer... comme les deux autres. Seulement pire.

Boom... boom... Ka-boom !

▲ RETOUR ▲

.Le chemin de la ruine

Bill Bonner | 22 avril 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - *"Il y a beaucoup de ruine dans une nation", disait l'économiste écossais Adam Smith en 1777. Aujourd'hui, nous entamons une longue promenade sur le chemin de la ruine pour voir à quel point il y a de la ruine.*

Le procès de Derek Chauvin, un ancien policier blanc de Minneapolis, pour le meurtre de George Floyd, un Noir, a fait apparaître des indices de la ruine à venir.

Pour la droite trumpienne, un homme en uniforme de police ne peut rien faire de mal. Il est l'avatar de la loi et de l'ordre... de la stabilité... la garde prétorienne qui protège le statu quo et exalte le pouvoir et la gloire de ceux qui le contrôlent.

Mais depuis que les Trumpistas ne dirigent plus le spectacle, le danger plus immédiat s'est déplacé vers l'autre camp - les zélés du train de Biden.

Le processus avant le résultat

À gauche, on a proclamé haut et fort que M. Floyd était mort à cause du racisme systémique. Joe Biden a déclaré qu'il priait pour un verdict de culpabilité. C'était un aveu remarquable... comme s'il n'avait aucune confiance dans le processus de justice pénale de son gouvernement.

Mais dans une société civilisée, le processus est plus important que le résultat. **Le système judiciaire est basé sur l'idée que vous êtes présumé innocent jusqu'à preuve du contraire. Personne ne le sait à l'avance. Si c'était le cas, pourquoi s'embêter avec un procès ?**

Au contraire, un procès - comme un marché ou une élection - est conçu pour découvrir quelque chose - la vérité. Tant qu'elle n'est pas découverte, elle est inconnue.

Biden ne pensait pas devoir attendre. Il n'avait pas assisté à un seul jour de témoignage, mais il était sûr de connaître le bon verdict.

Nancy Pelosi - s'inspirant peut-être de ses premières années à Notre Dame (un lycée catholique pour filles à Baltimore) - a vu la mort de Floyd en termes bibliques. Il s'était "sacrifié", a-t-elle dit, pour que d'autres puissent avoir la vie et l'avoir plus abondamment...

Merci, George Floyd, d'avoir sacrifié votre vie pour la justice.

Hein ? Cela valait-il la peine de mourir juste pour condamner Derek Chauvin ? Pourquoi ne pas simplement ne pas mourir et laisser Chauvin en homme libre ?

Responsabilité collective

L'idée du "sacrifice" n'a de sens que si l'objectif va bien au-delà de mettre Chauvin derrière les barreaux. Contrairement à la foi chrétienne et à des milliers d'années de jurisprudence, de morale et de philosophie, les militants d'aujourd'hui veulent faire le procès de toute une race de personnes - les Blancs.

Ils sont responsables, disent les procureurs, non seulement de la mort de Floyd, mais d'une longue liste de crimes, de l'esclavage à Nagasaki.

Le communisme, l'inquisition, les croisades, le nazisme, le brutalisme dans l'art et l'architecture, les céréales sucrées, le plastique dans l'océan - la race blanche est le responsable de tous ces crimes.

L'homme blanc typique est déconcerté. Il ne déteste pas les Noirs. Il n'a pas tué George Floyd ou jeté une bouteille d'eau en plastique dans le Pacifique. Pourquoi devrait-il porter le chapeau ?

La responsabilité individuelle

Mais la **culpabilité collective** a une longue et sordide histoire. Au moment du Grand Sacrifice - la crucifixion - Ponce Pilate a demandé aux Juifs s'ils voulaient qu'il libère Jésus.

Non, ont-ils répondu. Ils préféraient que Barabbas - un voleur - soit épargné. Quant à Jésus :

"Crucifie-le. Crucifie-le. Son sang est sur nous et sur nos enfants !"

Jésus avait clairement indiqué - notamment dans son histoire du "bon Samaritain" - que tous les gens seraient jugés par Dieu individuellement.

Peu importe qu'il soit un Samaritain ; lui qui était venu en aide à l'homme dans le besoin, alors que d'autres passaient à côté de lui.

La loi, elle aussi, a longtemps reconnu que les gens devaient être tenus pour responsables de leurs propres crimes, et non de ceux des autres.

La culpabilité collective

Mais la civilisation recule de temps en temps. Des siècles après la crucifixion du Christ, les pogroms contre les Juifs ont été excusés en tant que "justice" pour la culpabilité collective qu'ils portaient.

Pour aller plus loin, en Pologne, pendant la Seconde Guerre mondiale, les nazis ont fait de l'aide ou du réconfort aux Juifs un crime collectif. Non seulement la personne ayant commis l'infraction était punie, mais toute sa famille l'était également.

De même, lorsqu'un soldat allemand était tué par des partisans polonais, une ville entière pouvait être massacrée en représailles.

Et maintenant, la culpabilité collective est de retour. Le "privilège blanc" est à blâmer pour tout, du taux de mortalité COVID-19 plus élevé dans les quartiers noirs aux revenus plus élevés dans les quartiers blancs.

(Les chers lecteurs qui souffrent depuis longtemps doivent se demander ce que cela a à voir avec l'économie... Mais attendez... nous y arrivons).

Tous les moyens nécessaires

Lorsque la civilisation prend le chemin inverse, les moyens sont relégués au second plan par les fins. Les gens perdent confiance dans l'intégrité du processus ; ils veulent des résultats.

Si ce qui est le plus important pour vous est de mettre fin au racisme systémique, par exemple, ou de sauver la planète... ou de gagner une guerre contre les terroristes... ou d'empêcher un marché baissier à Wall Street, d'ailleurs... vous pourriez très bien conclure que tous les moyens nécessaires sont bons.

Le meurtre ? Le vol ? Contrefaçon ? Fixation des prix ? Redistribution des revenus ? Bien sûr, pourquoi pas ?

Dans les nouvelles d'hier, il y avait ce rapport de Business Insider :

Warren Buffett a attiré l'attention du président exécutif du Forum économique mondial, Klaus Schwab, qui a déclaré qu'il aimerait "avoir une discussion" avec l'investisseur milliardaire.

Uh oh. Schwab veut donner à Buffett une bonne "discussion". Pourquoi ? Le PDG de Berkshire Hathaway, M. Buffett, n'est pas d'accord avec l'utilisation de l'argent des actionnaires pour signaler la vertu de la direction :

L'année dernière, Buffett a déclaré que les entreprises devaient se concentrer sur la création de valeur pour les actionnaires et ne pas investir dans des causes sociales comme le changement climatique. "C'est l'argent des actionnaires", a-t-il déclaré.

Selon M. Schwab, "l'art de la bonne gestion aujourd'hui consiste à créer un équilibre" entre les actionnaires et les parties prenantes, c'est-à-dire la société dans son ensemble. Selon lui, les entreprises qui n'adhèrent pas au concept des parties prenantes seront "du mauvais côté de l'histoire".

Pourquoi se retenir ?

Pendant ce temps, la secrétaire au Trésor Janet Yellen s'est illuminée comme un phare. C'est ce que rapporte Reuters :

La secrétaire au Trésor américaine Janet Yellen s'est engagée mercredi à lutter énergiquement contre le changement climatique en utilisant tous les outils à sa disposition, avertissant qu'un échec à le faire efficacement et rapidement pourrait nuire à la croissance économique.

"Nous sommes déterminés à orienter les investissements publics vers des domaines susceptibles de faciliter notre transition vers un niveau net zéro et de renforcer le fonctionnement de notre système financier afin que les travailleurs, les investisseurs et les entreprises puissent saisir l'opportunité que représente la lutte contre le changement climatique", a déclaré Mme Yellen.

Quand on pense savoir ce qui est le plus important, on ne va pas laisser quelques règles anciennes s'y opposer, n'est-ce pas ?

Et **lorsque vous pensez savoir comment améliorer le monde - car vous détenez la VÉRITÉ** - pourquoi vous retenir ? Pourquoi ne pas insister pour que tout le monde et les autres se mette au pas ?

Plus à venir... sur le chemin de la ruine...

▲ RETOUR ▲